

LIVRE BLANC

NOVEMBRE 2025

GroupeSOS
Entreprendre au profit de tous

**STAND
SPEAK
RISE** **UP**
DES FEMMES EN S.A. LA GRANDE VIOLENCE
MARIA TERESA DE LUXEMBOURG

**POUR EN FINIR
AVEC LE VIOL COMME
ARME DE GUERRE**

Femmes en exil : de la violence à la résilience, accompagner l'après.

DOSSIERS

**REGARD
INTERNATIONAL**

**RÉDUCTION
DES MOYENS**

**LES DISPOSITIFS
DE RECONSTRUCTION**

CENTRE
PRIMO LEVI
VIVRE APRÈS
LA TORTURE



IKAMBERE

IGHT for
DIGNITY



SANTÉSUD
GroupeSOS

**MAISONS
DES
FEMMES
RESTART**

solidarités
international

WE ARE
NOT WEAPONS
OF WAR

GroupeSOS
Solidarités

Financer l'accompagnement des femmes exilées :

UNE URGENCE SOCIALE ET POLITIQUE

Chaque jour, des femmes fuient les violences, les conflits, les persécutions. Elles quittent tout dans l'espoir de trouver refuge, sécurité et dignité. Mais leur parcours ne s'arrête pas à la frontière. Il commence souvent là, dans un labyrinthe administratif, médical et social, où chaque étape nécessite un accompagnement spécialisé.

Ce parcours, c'est celui d'Amina, de Leïla, de Tatiana, et de tant d'autres. À leur arrivée, certaines bénéficient d'un soutien psychologique au Centre Primo Levi, d'un hébergement sécurisé avec le Groupe SOS Solidarités, d'un suivi médical à la Maison des femmes, d'un accompagnement juridique par France Terre d'Asile, ou d'une réhabilitation physique et mentale grâce à Fight for Dignity. D'autres, avec Stand Speak Rise Up!, trouvent la force de raconter leur histoire, pour qu'elles se reconstruisent et deviennent actrices du changement, que leurs voix ne soient plus jamais réduites au silence.

Ces structures ne travaillent pas seules. Elles forment un réseau inter-associatif solide, où chaque acteur apporte son expertise, dans une logique de continuité et de complémentarité. Ce maillage est essentiel pour garantir un parcours cohérent et digne aux femmes exilées.

Pourtant, ce tissu associatif est aujourd'hui fragilisé. Les coupes budgétaires, la réduction des places d'hébergement et les décisions politiques nationales ou internationales menacent directement ces dispositifs. Et ce sont les femmes et leurs enfants, déjà vulnérables, qui en subissent les conséquences : absence de soins, isolement, précarité accrue.

Soutenir ces associations, c'est bien plus qu'un acte de solidarité. C'est un choix politique fort. C'est investir dans la santé publique, la cohésion sociale, la dignité. C'est reconnaître que la protection et l'intégration des femmes victimes de violences ne peut être reléguée au second plan.

Nous lançons un appel collectif : il est urgent de renforcer les financements, de soutenir la coopération inter-associative, de reconnaître le rôle stratégique des acteurs de terrain, et de mettre la lumière sur ces thématiques qui concernent toutes et tous. Car derrière chaque dispositif, il y a une femme qui se relève. Et croire en la capacité des femmes à reprendre pouvoir sur leur vie, c'est transformer bien plus que des destins individuels : c'est transformer la société tout entière. ■

ÉDITO CO-ÉCRIT PAR

GAËLLE TELLIER,

VP Exécutive du Groupe SOS
en charge des solidarités,
du social et de
l'égalité de genre



CHÉKÉBA HACHEMI,

co-fondatrice de
Stand Speak Rise Up!



SOMMAIRE

REGARD INTERNATIONAL

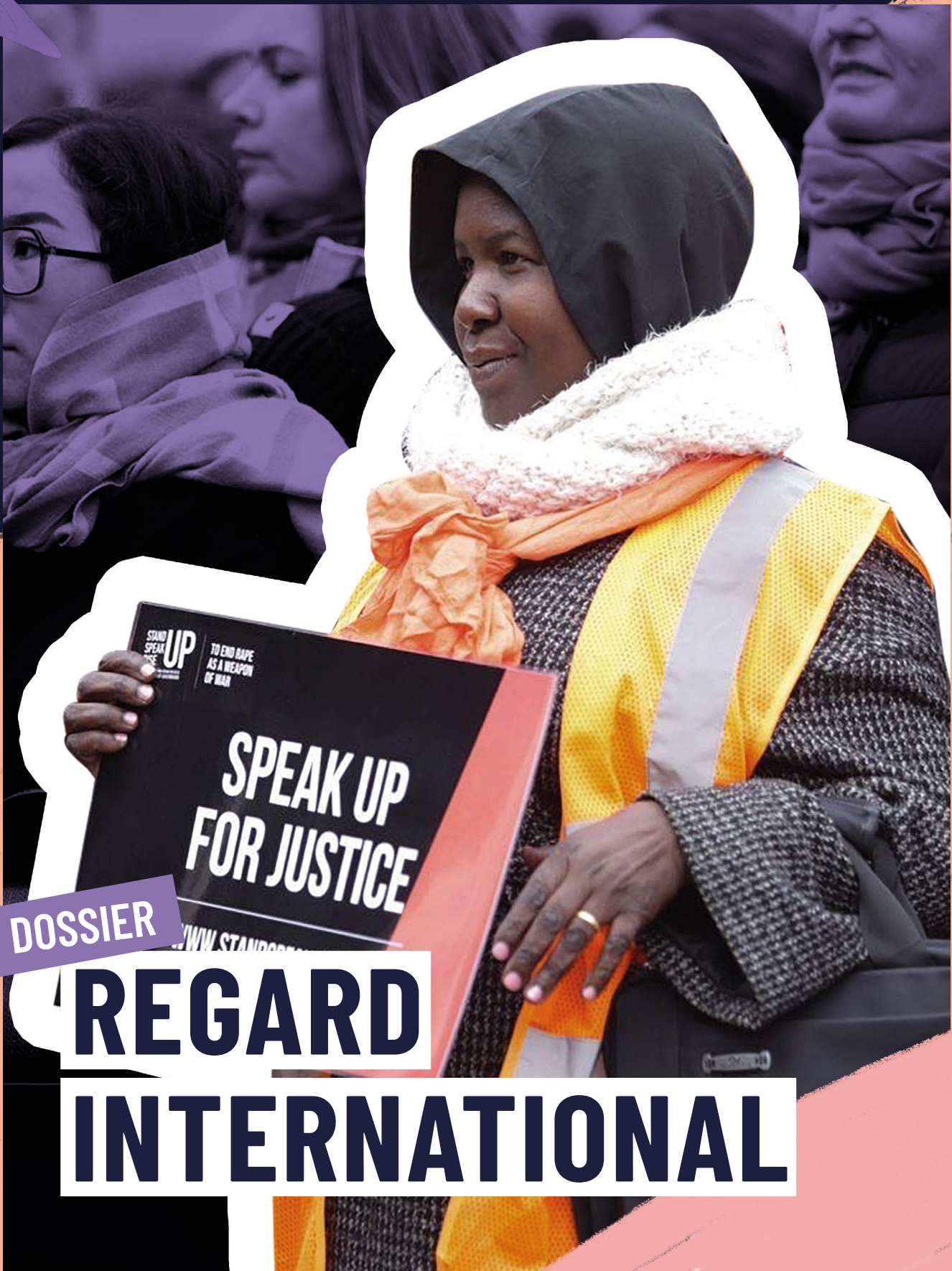
- 4 La lutte contre la violence sexuelle en temps de guerre
- 5 Chiffres clés de l'ONU
- 6 Cartographie des violences
- 8 Focus : Le viol comme arme de guerre

RÉDUCTION DES MOYENS

- 11 Le HCR tire la sonnette d'alarme
- 12 À l'international
- 14 En France

LES DISPOSITIFS DE RECONSTRUCTION

- 17 Parcours de femmes... Parcours d'exils
- 21 L'importance des lieux ressources
- 26 La reconnaissance juridique
- 26 La santé des femmes
- 30 Sport et Culture
- 34 Le soin de soi
- 36 Autonomisation financière
- 39 Lexique et ressources



DOSSIER

REGARD

INTERNATIONAL

La lutte contre la violence sexuelle en temps de guerre :

UN COMBAT POUR LA DIGNITÉ ET LA JUSTICE

ARTICLE ÉCRIT PAR

DR DENIS MUKWEGE

Prix Nobel de la Paix 2018

Les violences sexuelles dans les zones de guerre et d'instabilité, notamment en République Démocratique du Congo (RDC), se manifestent par des actes massifs, méthodiques et systématiques. Il s'agit véritablement d'une arme de guerre dont les conséquences sont dévastatrices sur les individus et les communautés.

Ces crimes ont longtemps été impunis, mais depuis quelques décennies, une prise de conscience internationale s'est développée face à leur gravité. L'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, la reconnaissance juridique par des tribunaux internationaux et la libération de la parole des survivantes contribuent à changer le paradigme. Pourtant, ces progrès restent fragiles : la crise du multilatéralisme, le recul des droits humains et la baisse des financements internationaux impactent particulièrement les populations les plus vulnérables.

Aujourd'hui, des centaines de millions de femmes vivent à proximité de zones de conflit, avec une augmentation significative des violences sexuelles et un manque criant de ressources pour les survivantes. Face à ces atrocités, l'Hôpital et la Fondation Panzi ont développé une réponse holistique et multidimensionnelle : soins médicaux spécialisés,

accompagnement psychosocial, réinsertion socio-économique et soutien à l'accès à la justice. Ce modèle permet aux survivantes de retrouver dignité et résilience et de devenir actrices du changement dans leur communauté.

La justice doit être un impératif pour assurer la non-répétition et reconnaître les victimes, tandis que la prévention passe par l'éducation à l'égalité et la transformation des normes sociales. Il est essentiel de mobiliser les États, les institutions judiciaires, les bailleurs et la société civile pour renforcer les capacités de réponse, faciliter l'accès effectif à la justice et garantir des réparations.

Tant qu'il y aura des survivantes de violences sexuelles, notre combat se poursuivra. États, bailleurs, sociétés civiles et citoyens doivent conjuguer leurs efforts pour éradiquer ces crimes et garantir justice et dignité. La lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits n'est pas seulement une question de sécurité ou de santé publique : elle est au cœur de la construction d'une société juste et d'une paix inclusive et durable. ■

VIOLENCES SEXUELLES LIÉES AUX CONFLITS :

CHIFFRES CLÉS DU RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

ÉVOLUTION

+25%

des cas en 1 an

4 617

cas vérifiés en 2024

Augmentation alarmante
de la violence sexuelle
en contexte de conflit.

PROFIL DES VICTIMES

+92%

sont des femmes
et des filles

46%

sont des enfants
(à 96% des filles)

Âge : 1 à 75 ans

ACTEURS IMPLIQUÉS

63

acteurs listés
(États et non États)

21

pays concernés
dont 14 en conflit actif

CHAÎNE DE VULNÉRABILITÉ

AGRESSION • ABSENCE DE SOINS (<72H) • STIGMATISATION • EXCLUSION • RISQUES ACCRUS

ZONE ET CONFLITS MAJEURS

- 1 République démocratique du Congo
- 2 Haïti
- 3 Éthiopie

TYPOLOGIES DE VIOLENCES

- 1 Tactique de guerre
- 2 Torture et répression politique
- 3 Terreur et contrôle territorial
- 4 Torture en détention

Les coupes budgétaires

Les coupes massives dans les financements internationaux menacent gravement les efforts mondiaux pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. Selon le rapport de l'ONU Femmes intitulé *At Risk and Underfunded* (2025), près d'un tiers des programmes de lutte contre les violences ont été suspendus ou fermés, mettant en danger des millions de survivantes.

Basé sur une enquête mondiale auprès de 428 organisations, le rapport révèle que :

- Plus de 40 % des services essentiels – tels que les refuges, l'aide juridique ou le soutien psychosocial – ont été réduits ou supprimés.
- Près de 90 % des organisations interrogées signalent une baisse drastique de l'accès aux services pour les femmes et les filles.
- 85 % prévoient des reculs majeurs dans les lois et protections existantes.
- Cette crise financière survient alors que 736 millions de femmes dans le monde ont déjà subi des violences physiques ou sexuelles, souvent de la part d'un partenaire intime.
- Seules 5 % des organisations interrogées ont déclaré pouvoir poursuivre leurs activités pendant plus de deux ans.

Les coupes budgétaires, estimées à 78 milliards de dollars, exacerbent l'impunité et freinent les progrès vers l'égalité des sexes, menaçant directement l'atteinte de l'Objectif de développement durable n°5.

CARTOGRAPHIE DES VIOLENCES 2025

1 Le « Projet 2025 » de Donald Trump : un tournant conservateur qui inquiète

Le « Projet 2025 », est un programme porté par les milieux conservateurs et marqué par un virage traditionaliste et pro-chrétien. Ce plan remet en cause plusieurs acquis sociaux, notamment le droit à l'avortement : douze États l'ont déjà interdit et d'autres pourraient suivre. Ce projet représente un recul pour les droits des femmes, un retour en arrière pour plus de 168 millions d'Américaines, et un signal d'encouragement aux régimes autoritaires dans le monde.

2 Afghanistan : un apartheid de genre

Depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021, les femmes sont exclues de l'éducation, de l'emploi, des espaces publics et de la vie politique, soumises à une surveillance constante et à des restrictions de déplacement. Selon l'Unicef, le pays est désormais le seul au monde à interdire totalement l'enseignement secondaire et supérieur aux filles. Cet apartheid de genre s'accompagne d'une impunité croissante : mariages forcés, viols, refus de divorces et privation d'accès aux soins.

3 Pologne : un accès à l'avortement toujours très restreint

Depuis 2020, l'avortement n'est autorisé que lorsque la vie ou la santé de la personne enceinte est menacée, ou en cas de viol. Toute aide à l'IVG est passible de trois ans de prison. Avec l'investiture du président Karol Narowski le 1er juin 2025, aucune évolution législative n'est attendue. Selon Amnesty International, si les chiffres officiels recensent environ 1 000 avortements par an, les estimations font état d'environ 150 000 interventions clandestines.

4 Haïti : les femmes livrées à la violence et à l'anarchie des gangs

En Haïti, l'effondrement de l'État et la domination des gangs plongent le pays dans une violence extrême. Les femmes et les filles en sont les principales victimes : viols collectifs, enlèvements, mutilations, esclavage sexuel. À Port-au-Prince, 80 % du territoire est contrôlé par les gangs, rendant les soins post-viol quasi inaccessibles. Par peur des représailles, peu osent dénoncer. Face au vide institutionnel, des réseaux de femmes s'organisent pour s'entraider, souvent au péril de leur vie.

Éthiopie : le monde aveugle

Les violences sexuelles demeurent l'une des conséquences les plus tragiques des conflits internes. Depuis le début de la guerre en 2020, des milliers de femmes et de filles ont été violées, souvent de manière collective, par des membres des forces armées éthiopiennes, érythréennes ou par des groupes rebelles. Les témoignages révèlent également des cas de violences sexuelles systématiques dans les camps de déplacés internes. Malgré l'accord de paix signé en novembre 2022, les violences n'ont pas cessé. Les ONG locales alertent sur la normalisation du viol comme outil de domination et de punition.

5

7

République démocratique du Congo : une des pires crises humanitaires au monde

Les milices utilisent les violences sexuelles comme arme de guerre. Selon l'ONU, une femme est violée toutes les quatre minutes. Ces violences entraînent de nombreuses grossesses forcées (on estime à 1,2 millions le nombre de grossesses issues de viols), souvent sources de stigmatisation pour les mères et leurs enfants, rejetés par la famille et la société. Autres conséquences : propagation de maladies infectieuses comme le VIH, ou encore traumatismes physiques et psychologiques. Selon l'ONU, ces violences systématiques constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

8

8

Russie : les droits des femmes sous pression

Les droits reculent sous l'impulsion de l'Église orthodoxe et de l'État. L'accès à l'avortement est désormais restreint : le gouvernement a instauré des amendes pour « incitation à l'avortement » et limité l'accès aux pilules du lendemain. Parallèlement, les violences domestiques non aggravées restent dépénalisées depuis 2017, ce qui entraîne une banalisation et une impunité quasi-totale : selon les associations locales, 14 000 femmes meurent chaque année sous les coups de leur partenaire.

6

2

9

5

6

Iran : répression accrue

Les libertés d'expression, de religion et le droit à la vie privée sont restreints : arrestations, emprisonnements et sanctions pour non-respect du code vestimentaire, en particulier le refus du port du voile. Depuis la mort de Masha Amini en 2022, des manifestations massives ont secoué le pays sous le slogan « Femme, Vie, Liberté ». Les autorités ont répondu par des arrestations, et condamnations. Certaines militantes ont été torturées, condamnées à mort ou exécutées pour avoir revendiqué leurs libertés.

9

Soudan : violences sexuelles et exécutions sommaires

Depuis 2023, les femmes au Soudan subissent une répression quotidienne. Les Forces de soutien rapide (FSR) sont accusées de viols, viols collectifs et esclavage sexuel. Les femmes sont privées d'accès aux soins et à la justice. Les dernières semaines ont révélé un terrible tournant : des combattants des FSR se filment et diffusent des vidéos de leurs crimes, qui constituent selon l'ONU et Amnesty International des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

FOCUS

LE VIOL COMME ARME DE GUERRE

Les violences sexuelles sont utilisées pour terroriser, pour soumettre les populations locales, pour humilier les victimes et leurs communautés, souvent dans des sociétés où l'honneur familial ou communautaire est lié à la sexualité des femmes. Il est aussi utilisé comme nettoyage ethnique, pour forcer des déplacements massifs ou encore détruire des générations entières via les grossesses forcées. Le viol est souvent utilisé comme une arme de guerre en raison de son efficacité brutale et de son faible coût.

Le viol comme arme de guerre est considéré comme un **crime de guerre**, un crime contre l'humanité, et, dans certains cas, un élément constitutif de **génocide**

(Statut de Rome de la Cour pénale internationale).



Stand Speak Rise Up!



**POUR EN FINIR
AVEC LE VIOL COMME
ARME DE GUERRE**

Depuis sa création en 2019 à l'initiative de S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg, avec Chékéba Hachemi et Stéphane Bern, entourés d'un Conseil d'Administration composé de grandes personnalités internationales (Dr Mukwege, Pr Yunus, Pramila Patten, des Survivantes...), l'association Stand Speak Rise Up! vise à dénoncer les violences dans les zones fragiles, empêcher leur prolifération et soutenir les victimes dans leur reconstruction et leur besoin de justice.

Stand Speak Rise Up! est reconnue comme une organisation pionnière dans la lutte contre le viol de guerre, bénéficiant d'une expertise et d'un réseau puissant dans ce domaine. Au cours de ces années d'engagement, l'association a travaillé sans relâche pour sensibiliser, soutenir et défendre les droits des Survivantes de violences sexuelles en temps de conflit.

En plaçant les Survivantes de violences sexuelles au cœur de ses actions, Stand Speak Rise Up! non seulement renforce leur voix, mais contribue également à créer des solutions plus justes et durables. ■



EXEMPLES DE PROJETS

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Accès au logement :

Construction de maisons individuelles pour les femmes survivantes et leurs enfants dans le Sud Kivu.

EN AFGHANISTAN

Accès à la Santé : Amélioration de l'accès aux soins maternels et infantiles dans les provinces reculées.

EN UKRAINE

Accès à la justice et à la santé mentale : Formations en soutien psychologique et juridique auprès de Survivantes et de personnel médical.

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ

DES PROJETS SUR :

www.standspeakriseup.lu



2

We Are Not Weapons of War

CÉLINE BARDET

WE ARE
NOT WEAPONS
OF WAR

Céline Bardet est une juriste et enquêtrice criminelle internationale, spécialisée sur les crimes de guerre et crimes internationaux, la justice post-conflit et les questions de sécurité. Depuis presque 20 ans, elle a travaillé dans plus de 80 pays, appelée par des organisations prestigieuses comme l'Union Européenne, INTERPOL ou encore l'ONU, à fournir son expertise sur les questions de justice et de sécurité. Témoin de la montée de l'utilisation du viol de guerre et de son usage systématique dans les zones de conflits, de l'impunité, du manque de réponses adéquates sur place et du peu de services accessibles aux survivantes en détresse, elle décide de créer l'ONG We Are NOT Weapons of War (WWoW) en 2014.

We Are NOT Weapons of War (WWoW) se consacre à la lutte contre les violences sexuelles dans les conflits au niveau mondial via des approches juridiques innovantes et créatives en proposant une réponse globale, holistique et efficace à l'usage endémique du viol dans les environnements fragiles. WWoW a développé un site mobile sécurisé Back Up qui permet aux survivantes de pouvoir se signaler et facilite leur accès aux services médicaux, psychosociaux et juridiques. L'outil permet aussi la transmission et la sauvegarde de documents et éléments de preuve par toute personne, dans le monde entier pour accélérer les processus de justice et la lutte contre l'impunité. WWoW développe aussi un plaidoyer mondial sur la question des violences sexuelles dans les conflits et accompagne la « vie d'après » des survivantes. ■



LE MOT DE L'AUTRICE

« Le véritable enjeu n'est plus tant le développement du droit international, déjà bien établi, mais un changement profond des mentalités sur les droits des femmes, leur place dans la société et l'égalité des genres. Il reste encore un long combat pour faire reconnaître la violence sexuelle comme un crime de masse, que ce soit en temps de paix ou de conflit. L'urgence aujourd'hui est que les États et les bailleurs de fonds soutiennent financièrement les ONG comme la mienne, qui malgré leur taille modeste, ont un impact mondial. Les ressources doivent être à la hauteur des besoins et du travail accompli »

1. Une jeune femme en Somalie. Photographie prise lors d'une mission de Stand Speak Rise Up !

2. Photo de S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa de Luxembourg lors d'un événement organisé par Stand Speak Rise Up !



DOSSIER

RÉDUCTION DES MOYENS

LES IMPACTS SUR LES FEMMES

Couper les financements, c'est condamner

LE HCR TIRE LA SONNETTE D'ALARME

ARTICLE ÉCRIT PAR

JULIA GOUYOU BEAUCHAMPS

Responsable des relations extérieures
et porte-parole de l'Agence des Nations
Unies pour les Réfugiés (HCR) en France

Depuis 75 ans, le HCR, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, constate l'impact dévastateur de la guerre, de la violence et des persécutions sur des millions de personnes contraintes de fuir – 117,3 millions selon nos dernières estimations^[1]. Du Soudan à l'Ukraine, du Myanmar à Haïti, les civils, surtout les femmes et les filles, sont pris pour cible. Violences sexuelles instrumentalisées, accès humanitaire refusé : plus de 60 millions de femmes et filles déplacées ou apatrides sont exposées à des risques accrus^[2]. Dans les zones de conflit, 95% des cas avérés concernent des femmes et des filles. Pire encore, ces chiffres ne représentent qu'une infime partie de la réalité. Les survivantes restent souvent invisibles, sans soutien ni protection.

Le HCR agit avec des partenaires locaux, notamment des organisations dirigées par des femmes, pour offrir une aide vitale (abris sûrs, soins, soutien psychologique et juridique, etc.) et des espaces sécurisés fournissant des services aux survivantes. Nos programmes de prévention incluent aussi les hommes et les garçons.



Les coupes budgétaires menacent ces efforts : 11,6 millions de réfugiés risquent d'être privée de notre aide directe en 2025^[3]. Au Soudan du Sud, 75% des espaces sûrs ont fermé, privant 80 000 femmes et filles de soins médicaux, aide juridique et soutien psychosocial. En Éthiopie, 200 000 femmes n'ont plus accès aux services contre les violences sexistes.

Derrière ces chiffres, des vies suspendues. Nous appelons gouvernements, société civile et secteur privé à maintenir et augmenter leur soutien. Lutter contre les violences sexistes, c'est sauver des vies et transformer le destin des femmes, des filles et de leurs communautés. La dignité et la sécurité ne sont pas un privilège, mais un droit fondamental.

^[1] **Mid-Year Trends | UNHCR**
<https://bit.ly/3JQcFW8>

^[2] **Le HCR alerte sur l'aggravation du risque de violence sexiste pour les femmes et les jeunes filles forcées de fuir | HCR**
<https://bit.ly/3WUeq7N>

^[3] **Onze millions de personnes privées d'aide en raison des coupes budgétaires | HCR**
<https://bit.ly/489TcJp>



L'effondrement silencieux de la solidarité internationale



La solidarité internationale s'effondre, et personne n'ose le dire tout haut. Derrière les discours, de nombreuses ONG font face à des difficultés financières et structurelles qui menacent leur pérennité. Si la tendance se poursuit, de nombreuses structures pourraient disparaître dans les années à venir.

Le budget de l'aide au développement est divisé par deux. Budget français amputé de 40%, jusqu'à 64% de moins pour les initiatives portées par les ONG, suppression de financements américains, rabots généralisés en Europe. Le bilan humain se compte déjà : rien qu'en matière de santé, 14 millions de morts supplémentaires sont attendus d'ici 2030, dont 5 millions d'enfants.

L'effet ciseau est indéniable. D'un côté, les vulnérabilités explosent : l'extrême pauvreté ne recule plus, les conflits et famines se multiplient, les besoins en santé s'aggravent. De l'autre, on détourne le regard et on coupe les moyens. Ce mouvement dépasse nos frontières. Entre les deux, des ONG asphyxiées, des projets d'appui aux plus vulnérables qui ne voient pas le jour.

Pourtant, l'absurdité économique est flagrante. Nous décidons un secteur à fort retour sur investissement. Selon le Fonds Monétaire Inter-

national, 1\$ de financement pour la prévention des crises et des conflits peut générer un retour économique positif de 103\$. L'Agence Française de Développement est une banque rentable qui verse des dividendes à l'État chaque année. De leur côté, les ONG ne chérissent pas seulement la dignité humaine, elles impactent l'économie, les migrations, l'accès à l'éducation là où s'écrit l'avenir – un jeune sur deux naîtra en Afrique d'ici la fin du siècle.

Face à cette casse annoncée, nous avons une double responsabilité. Si nous devons d'abord urger les décideurs publics de ne pas sacrifier l'avenir au nom d'arbitrages budgétaires à court terme, nous devons aussi collectivement nous réorganiser et, quand c'est possible, hybrider nos modèles économiques. Le repli sur soi est une impasse. Coopérer, partager, entreprendre, s'allier quand c'est pertinent : c'est ainsi que nous pourrions préserver la diversité et la vitalité du tissu de la solidarité internationale.

Si ce tableau est sombre, la partie n'est pas jouée. À condition d'oser les transformations nécessaires et de refuser la fatalité comme ligne d'horizon. ■

ARTICLE CO-ÉCRIT PAR



ALEXANDRE LOURIE,
Directeur Général du secteur international du Groupe SOS



KÉVIN GOLDBERG,
Directeur Général de Solidarités international

-64% de budget pour les initiatives portées par les ONG

-40% de budget français

14 millions de morts supplémentaires attendus d'ici 2030

Equipop

Equipop est une association féministe de solidarité internationale qui agit pour les droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles. Elle mène des actions de plaidoyer et soutient les activistes notamment en Afrique de l'Ouest via un appui financier, technique et organisationnel. Face aux reculs liés aux coupes budgétaires, à la montée des conservatismes et aux attaques contre les droits, Equipop adapte ses méthodes et appelle à de nouvelles alliances. Les associations partenaires sont entravées, les militantes menacées, et des dispositifs d'accueil ferment. L'organisation défend une solidarité internationale renouvelée pour lutter contre les violences, notamment envers les femmes en situation d'exil.

**EQUI
POP.
ORG**

INTERVIEW

AVEC

Benjamin Soudier

DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE SANTÉ SUD



SANTÉ SUD
GroupesOS

Santé Sud est une organisation de solidarité internationale du Groupe SOS, engagée pour le droit à la santé pour toutes et tous. Elle agit pour un meilleur accès à la santé des populations les plus vulnérables, notamment en luttant contre les déserts médicaux, à Madagascar, en Mauritanie, à Mayotte, au Maroc, et en Tunisie.

Son Directeur Général, Benjamin Soudier, nous raconte les problématiques qui touchent les femmes en lien avec l'accès à la santé, et les conséquences des coupes budgétaires majeures de l'aide publique au développement de ces dernières années.

● Quels sont les principaux défis rencontrés par les femmes dans les pays où vous intervenez ?

Il existe de nombreuses inégalités quant à l'accès aux soins dans nos pays d'intervention, en fonction de différents facteurs dont, en particulier, le genre. Les femmes font ainsi face à d'importants freins liés au patriarcat, qu'ils soient d'ordre économique (les décisions de santé sont souvent prises par les hommes, limitant l'autonomie des femmes dans leur parcours de soins), culturel (impossibilité pour une femme d'être soignée par un homme, tabous sur certains sujets de santé comme les menstruations) ou éducatif (méconnaissance des droits, des symptômes et des services disponibles, comme le dépistage du cancer du sein).

Les enjeux autour de la santé sexuelle et reproductive restent partout majeurs. En effet, l'accès à la planification familiale, au suivi de grossesse ou à l'avortement demeure très inégal d'un pays à l'autre.

Sur le terrain, dans certains contextes, les équipes constatent également des conditions de prise en charge insuffisantes, voire violentes. C'est pourquoi nous formons et accompagnons les soignant·es. Pour promouvoir des soins plus humains, fondés sur l'écoute, le respect du consentement et la dignité des femmes.

● Comment Santé Sud intègre-t-elle la dimension du genre dans ses projets ?

La prise en compte du genre irrigue tous nos programmes, au-delà de ceux spécifiquement dédiés à la santé maternelle et infantile. Notre approche est intersectionnelle : nous avons pour objectif de croiser les différents facteurs de vulnérabilité par rapport à l'accès à la santé (genre, handicap, origine, statut économique, etc.) pour adapter nos actions aux besoins spécifiques des populations.

● Pouvez-vous nous parler de vos actions concrètes sur le terrain ?

Par exemple à Madagascar, nous installons des sage-femmes en zone rurale pour lutter contre la mortalité maternelle et infantile. En Mauritanie, nous renforçons les compétences des soignantes dans les maternités, en liant formation théorique et suivi terrain pour améliorer la qualité des soins. À Mayotte, nous menons des actions de médiation en santé auprès des populations vulnérables de Petite Terre. Depuis 40 ans, nous avons installé plus de 500 médecins et sage-femmes en zone rurale, dans des déserts médicaux, améliorant l'accès aux soins pour plus de 5 millions de personnes, toujours en co-construisant avec les partenaires locaux.

● Aujourd'hui, comment Santé Sud est affectée par les coupes budgétaires qui touchent les ONG ?

En tant qu'ONG largement dépendante des subventions publiques, nous sommes fortement impactés. Entre 2024 et 2026, le budget français de l'aide publique au développement consacré aux ONG va chuter de plus de 60%, ce qui se traduit par beaucoup moins de projets financés et une baisse significative de nos capacités d'action. Nos partenaires locaux subissent la même situation : certains ont perdu leurs financements du jour au lendemain, notamment ceux financés par l'USAID.

C'est, en vingt-cinq ans de carrière, la plus grave crise que j'aie connue dans le secteur de la solidarité internationale. Notre ambition reste la même : qu'un jour, on n'ait plus besoin de nous. Mais cette disparition ne doit pas être subie. Elle doit résulter de systèmes de santé locaux solides et autonomes — pas de l'arrêt brutal des financements.

3. Groupe de femmes lors d'une formation menée par Santé Sud au Maroc. 4. Stand de sensibilisation à Mayotte, organisé par Santé Sud.

FEMMES EXILÉES

Parcours

face aux failles

du système

français

5. 6. et 7. Portraits de femmes accompagnées dans des CADA et HUDA du Groupe SOS Solidarités

PARCOURS DE FEMMES EXILÉES EN FRANCE : ENTRE VULNÉRABILITÉ ET DÉTERMINATION

Elles arrivent seules ou avec leurs enfants, souvent après un long parcours de migration. Les femmes exilées que l'on accueille dans les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile (CADA, HUDA) portent en elles des histoires marquées par la violence : mariages forcés, violences conjugales, menaces d'excision, persécutions politiques ou communautaires. Les raisons de leur départ sont multiples, mais toutes traduisent une urgence à survivre.

Certaines, comme Roya, afghane venue rejoindre son mari déjà protégé, se retrouvent isolées, sans repères ni langue. D'autres, comme Léna, russe, restent plusieurs semaines à l'aéroport de Roissy sans savoir vers qui se tourner, incarnant la désorientation et la solitude du début de l'exil.

PAROLES DU TERRAIN

“On nous finance des projets expérimentaux. Deux ans après, on démontre leur impact, leur utilité. Malgré tout, on nous coupe les budgets. Alors on continue – avec nos propres moyens. Parce qu'on ne peut pas apporter une solution à une femme qui commence enfin à respirer, puis lui retirer sa raison d'y croire.”

— Sarah Monier,
Directrice HUDA et CADA Paris,
Groupe SOS Solidarités

L'ARRIVÉE EN FRANCE : ENTRE ERRANCE ET PREMIERS REPÈRES

Le parcours administratif commence rarement à la frontière. Il faut souvent des semaines, parfois des mois, pour comprendre qu'une demande d'asile est la clé d'un hébergement stable. En attendant, beaucoup de femmes vivent chez des connaissances, parfois dans des conditions précaires, ou dans la rue. Derrière « une amie », se cachent souvent des relations fragiles, des passeurs ou des proxénètes. Le guichet unique des demandeurs d'asile va alors être le premier point d'accès fiable pour accéder à une orientation vers un CADA ou un HUDA. Une fois intégrées, elles bénéficient d'un accompagnement juridique, social et sanitaire. Mais au-delà des dispositifs, c'est souvent la solidarité entre femmes qui fait la différence. Dans les colocations, des liens se tissent rapidement : garde d'enfants, partage des repas, écoute mutuelle, une forme d'entraide se met naturellement en place.

DES DISPOSITIFS SOUS TENSION : ENTRE MISSION ET LIMITES

Les CADA et HUDA ont pour mission d'accompagner les demandeurs et demandeuses d'asile jusqu'à la décision de l'OFPPA ou de la CNDA. En cas de réponse positive, les femmes sont orientées vers des hébergements plus durables ou dans un centre provisoire pour hébergement en cas de fortes vulnérabilités. En cas de rejet de leur demande d'asile, elles sont dites déboutées et elles doivent quitter le centre sous un mois. Elles se retrouvent alors en situation administrative précaire, et relèvent des dispositifs d'hébergement d'urgence de droit commun, très souvent saturé. Elles sont à nouveau confrontées à un risque d'une remise à la rue. Elles perdent alors le peu de repères qu'elles avaient commencé à reconstruire. Les critères de vulnérabilité, trop restrictifs, laissent de côté des situations pourtant alarmantes. Une femme seule, sans enfant, n'est pas automatiquement considérée comme vulnérable. Pourtant, les professionnel·le·s de



terrain savent que cette situation est souvent synonyme de grande fragilité. L'accompagnement se heurte alors aux limites du cadre administratif.

SANTÉ : UN ENJEU TRANSVERSAL ET SOUS-DOTÉ

Un bilan médical est proposé à l'arrivée en CADA/HUDA, et une psychologue intervient gratuitement, avec interprétariat. Mais les besoins dépassent largement les moyens disponibles. Les femmes exilées, souvent traumatisées, ont besoin d'un suivi psychologique régulier et d'une prise en charge globale. Trop souvent, seules les pathologies les plus graves sont prises en compte. Celles qui présentent des symptômes de stress post-traumatique ou de dépression, sans diagnostic « lourd », restent sans suivi. Un nonaccès aux soins qui fragilise la reconstruction et retarde toute perspective d'insertion.

LE RÔLE DES ASSOCIATIONS : UN MAILLAGE VITAL

Face aux limites des dispositifs publics, les associations jouent un rôle essentiel. Les professionnel·le·s de terrain composent au quotidien avec les urgences, cherchant le bon partenaire pour chaque situation : aide alimentaire, soutien parental, suivi médical ou accompagnement psychologique. Cette adaptation permanente, fondée sur la coopération, permet de compenser les failles du système. Mais elle repose sur des ressources humaines et financières toujours plus sous pression.

INSERTION PROFESSIONNELLE : UN HORIZON ENCORE LOINTAIN

L'insertion est un objectif affiché, mais rarement atteignable. Les femmes, souvent mères isolées, manquent de temps pour suivre les cours de langue proposés par l'OFII ou pour chercher un emploi. Les freins sont multiples : garde d'enfants, santé, logement, formation. L'autonomie reste un horizon, quand elle devrait être une priorité. ■

**CENTRE
PRIMO LEVI
VIVRE APRÈS
LA TORTURE**

Le Centre Primo Levi :

Un acteur essentiel menacé par la baisse de ses financements publics

Depuis près de trente ans, le Centre Primo Levi, basé à Paris, accompagne les personnes exilées victimes de torture et de violences politiques. Reconnue comme une référence nationale en matière de prise en charge post-traumatique, l'association propose un accompagnement global associant psychologues, médecins, interprètes et juristes. Son expertise est régulièrement sollicitée par les professionnel·les de santé et les structures publiques — écoles, CMP, CMPP ou centres d'accueil — pour favoriser une approche adaptée et humaine des publics exilés et traumatisés.

Mais l'association a appris qu'elle allait se voir privée d'un quart de son budget en raison de l'arrêt de subventions du Ministère de l'Intérieur et de fonds européens, l'obligeant à envisager la suppression d'un tiers de ses postes dans les prochains mois.

Cette réduction de moyens fragilise une mission considérée comme de service public : l'accueil inconditionnel et la reconstruction psychique de personnes ayant subi l'indicible.

« Cette décision met en péril un travail fondamental au service de l'égalité, de la cohésion sociale... et pour le respect de la dignité humaine »

— **Tatiana Theys,**
Directrice du Centre Primo Levi.

ET SI ON METTAIT LES MOYENS ? QUATRE LEVIERS POUR CHANGER LA DONNE :

1

SANTÉ : renforcer le suivi médical et psychologique, avec les effectifs nécessaires.

2

PRÉCARITÉ : créer un budget dédié à l'alimentation, l'hygiène, les vêtements et les fournitures scolaires.

3

ACTIVITÉS : développer le sport, la culture, la médiation artistique et le soutien à la parentalité.

4

ACCUEIL : améliorer les conditions matérielles, notamment pour les femmes seules avec enfant(s), et créer des espaces sécurisés et adaptés.



DOSSIER

LES DISPOSITIFS DE RECONSTRUCTION

PARCOURS DE FEMMES...



TÉMOIGNAGE

Chékéba Hachemi

CO-FONDATRICE DE
STAND SPEAK RISE UP !

Née à Kaboul, Chékéba Hachemi fuit l'Afghanistan à 11 ans lors de l'invasion soviétique. Elle traverse les montagnes à pied et arrive en France. Dès son arrivée, elle demande à être scolarisée, intègre une classe de sixième, apprend le français en quelques semaines et se fixe des défis ambitieux, comme lire tous les romans de la bibliothèque de son quartier. Ce parcours d'exil a forgé sa détermination : donner une voix à celles qu'on réduit trop souvent au silence.

À 22 ans, après un début de carrière dans le commerce international, l'urgence des droits des femmes en Afghanistan la ramène à l'action. En 1996, face à la montée des talibans, elle fonde Afghanistan Libre, pour que les filles et femmes aient accès à l'éducation, à la santé et à la formation professionnelle. Elle crée le premier journal féminin ROZ, ouvre des écoles et des crèches, électrifie des établissements scolaires grâce à l'énergie solaire et accompagne près de 300 000 filles et femmes vers l'autonomie.

Son engagement traverse les frontières : diplomate pour le gouvernement afghan dont elle démissionne pour dénoncer la corruption, conseillère auprès du Parlement européen... Chékéba saisit tous les leviers pour faire entendre la voix des femmes afghanes. Elle comprend très vite le pouvoir des médias et de la sororité pour sensibiliser et promouvoir les droits des femmes, à l'international mais aussi en France et en Europe : Chékéba crée le guide des expertes, le Forum Elle active, les documentaires « ma vie de femme d'ailleurs » ... En 2019, elle co-fonde avec Maria Teresa de Luxembourg Stand Speak Rise Up!, une association dédiée à la lutte contre le viol comme arme de guerre et au soutien des survivantes et des enfants nés du viol.

Également administratrice du secteur international du Groupe SOS, elle joue un rôle clé dans la coopération entre le Groupe SOS et Stand Speak Rise Up! pour soutenir les femmes en exil et combattre les violences sexuelles à l'échelle internationale.

En mars 2021, à l'arrivée des talibans, elle est contrainte de mettre son ONG Afghanistan Libre en sommeil. Mais avec Stand Speak Rise Up!, elle n'abandonne pas les femmes afghanes, et intervient pour apporter aide d'urgence, activités génératrices de revenus, accès à l'éducation en Afghanistan. Chékéba rappelle avec force : « les Afghanes n'ont pas besoin de compassion, elles ont besoin d'action, comme toutes les femmes du monde ».

TÉMOIGNAGE

Tatiana Mukanire:

📍 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Je m'appelle Tatiana Mukanire. Je suis née à Bukavu en RDC et je suis survivante de violence sexuelle depuis 2004. Le viol est utilisé comme arme de guerre depuis plus de trente ans : il détruit les familles et tout le tissu social, brise les communautés, et est souvent lié à la convoitise des richesses naturelles. Il a fallu se battre pour passer d'un état de victime à celui d'actrice de changement, puis à celui d'une personne normale, malgré nos blessures et nos humiliations. Le soutien de nos familles, du Dr Mukwege et de Stand Speak Rise Up! m'a aidée à me relever. Même lorsque la situation semblait sans espoir,



nous avons trouvé la force de continuer pour aider d'autres survivantes. Chaque jour, on se réveille avec des larmes, mais on doit les sécher pour soutenir les autres. Aux survivantes, je dis : vous êtes des héroïnes, des symboles de courage et de résilience. Continuez à vous battre, même si chaque seconde est difficile. Aux communautés et au monde entier : les violences sexuelles liées aux conflits nous concernent tous, et chacun doit agir pour que justice et paix deviennent réalité.

PARCOURS D'EXILS

TÉMOIGNAGE

Angèle

CAMEROUNAISE AYANT SUBI
DES VIOLS RÉPÉTITIFS EN LYBIE

Ce qu'ils font aux femmes là-bas, on ne peut même plus appeler ça du viol. Il n'y a pas de nom pour ce qu'ils nous font. C'est tous les jours. Mais les voir violer des garçons et des bébés, c'est pire. Ils obligent les petits enfants à faire des choses. Si la mère essaie de les arrêter, ils la violent. Ils ont des armes, des barres de fer, ils éteignent leurs cigarettes sur ton corps. Et ils filment tout.

Source : Des femmes à la mer, récit de parcours de femmes secourues par l'Aquarius et l'Ocean Viking

https://sosmediterranee.fr/wp-content/uploads/2018/11/DOSSIER-FEMMES-A-LA-MER_2023.pdf



TÉMOIGNAGE

Histoire d'une exilée nigériane en France

Pendant le voyage nous étions à un moment une trentaine de Noirs et on faisait plusieurs pauses ; dans les pauses je mendiais. Pendant ce voyage j'ai vu plusieurs personnes se battre, d'autres mourir mais personne ne réagissait. Les gens étaient très affaiblis et ne faisaient plus attention à ce qui se passait autour d'eux. Moi-même pendant le trajet j'ai été frappée plusieurs fois, avec des coups de pied, on m'a même brûlée avec une cigarette parce que je ne voulais pas coucher. On a essayé de me violer deux fois, mais je me suis débattue et j'ai crié ; on m'a laissée. Mais personne n'est venu à mon secours, personne n'a essayé de m'aider, tout le monde avait peur, d'autres femmes aussi ont été frappées et personne ne les a aidées non plus.

Source : N'exister pour personne violences faites aux femmes sur la route de l'exil – Smain Lacher

<https://shs.cairn.info/revue-le-sujet-dans-la-cite-2011-1-page-100?lang=fr>



TÉMOIGNAGE

Awa*

ACCOMPAGNÉE PAR LA PLATEFORME AGIR 94
(VAL DE MARNE), PILOTÉ PAR LE GROUPE SOS SOLIDARITÉS
Les prénoms ont été changés pour respecter l'anonymat*

Je m'appelle Awa, je suis née le 31 décembre 1985. Je suis arrivée en France le 18 janvier 2019. Quand je suis arrivée, j'étais dans un foyer ADOMA. C'était un peu compliqué parce qu'on était dans des petites chambres.

Quand j'étais enceinte de 6 mois, j'ai appelé le 115 et j'ai été hébergée à l'hôtel. J'ai eu un petit garçon, qui a maintenant 6 ans. Ensuite, j'ai eu ma fille. Elle a 3 ans, bientôt 4 ans, et j'ai fait une demande de protection pour elle. Après la protection de ma fille, j'ai fait une demande à l'OFII pour suivre les cours d'intégration. A l'entretien, on m'a orientée vers AGIR et les choses ont commencé à s'améliorer.



C'est Monsieur K qui est mon référent. Il a fait une demande de logement pour moi, une demande pour mes enfants qui sont restés en Côte d'Ivoire. À l'hôtel, c'était difficile, mais grâce à AGIR, aujourd'hui j'ai un logement social à Créteil. Et maintenant, ça fait 2 mois que je travaille chez Suez, dans le tri des déchets. C'est un travail dur, mais maintenant je me suis habituée.

Je voudrais apprendre à lire et écrire : à l'école de mon fils, il y a une maîtresse qui nous donne des leçons chaque lundi de 16h45 à 18h45. Plus tard, je voudrais apporter mon aide et faire une formation pour accompagner les personnes âgées. La France m'a beaucoup aidée et je veux aider en retour. Actuellement, mon projet, c'est que mes enfants aillent à l'école et qu'ils soient éduqués.

Dans ma vie, j'ai été violée. Chez moi, c'était dur. Il ne faut pas que mes enfants vivent la vie que moi j'ai vécue. Pour moi, en France, j'ai retrouvé la paix physiquement et mentalement. Quand ça n'arrivait pas, je me disais que ce n'était pas le moment.

Je veux dire aux personnes de ne jamais se décourager, d'avoir la tête haute. Au début, je m'en voulais à moi-même, je me sentais sale. Aujourd'hui, j'ai surmonté ça, j'ai compris que ce sont les étapes de la vie et qu'il faut aller de l'avant. Il ne faut pas oublier ce qui s'est passé, on range ça quelque part dans son cœur, comme dans un placard, et puis on ferme et on garde ça comme ressources pour donner le meilleur de soi-même. La vie nous réserve des surprises.

TÉMOIGNAGE

Louise

DEMANDEUSE D'ASILE MALIENNE

C'est dangereux d'être une femme toute seule dans la rue. Pendant longtemps, je dormais à droite à gauche.

J'ai dormi dans le salon d'une « tante » du quartier. Son fils me forçait tout le temps à coucher avec lui, la nuit. Mais pour moi le plus important c'était d'avoir un toit. Très souvent je sortais pour aller dans les parcs à côté pour passer la nuit. Je passais la journée dans le bus. Mais quand j'ai compris que son fils n'arrêterait pas, j'ai été obligée de partir.

Je suis allée voir une association : je passais la journée avec les autres femmes qui étaient là, on était toutes en attente d'avoir une place dans un hôtel pour pouvoir dormir.

Je passais mes journées à attendre. Cela ne fait que deux mois que je suis en CADA (centre d'accueil pour demandeurs d'asile).

Source : Témoignages de femmes réfugiées

<https://www.france-terre-asile.org/actualites/lactualite-france-terre-dasile/temoignages>

TÉMOIGNAGE

Ania

SECOURUE EN MER PENDANT LE NAUFRAGE DE SON BATEAU

L'odeur de l'essence est entêtante. J'ai l'impression que je vais m'évanouir à tout instant. Malgré les vapeurs de carburant qui leur montent à la tête, les gens trouvent encore l'énergie pour paniquer en voyant l'eau monter à l'intérieur du bateau. Je suis sur le point d'abandonner... mais soudain la lumière d'un gros bateau apparaît à l'horizon. « Restez calmes ! ». Voilà les premiers mots que nous crient les sauveteurs en anglais, en français et en arabe. Mais je sens la panique croître en moi. Nous sommes en train de couler. À cause des vapeurs d'essence, je ne comprends plus rien, mon esprit divague. (...) Je ne sais pas comment s'appelait la femme morte à côté de moi.

Source : Des femmes à la mer, récit de parcours de femmes secourues par l'Aquarius et l'Ocean Viking

https://sosmediterranee.fr/wp-content/uploads/2018/11/DOSSIER-FEMMES-A-LA-MER_2023.pdf

TÉMOIGNAGE

Manjou

DEMANDEUSE D'ASILE

Ma communauté c'est mes trois amies qui sont là. Ici, je ne connais pas de personne venant de mon pays, le Burkina Faso. Je pense que c'est même pour ça, parce qu'on n'a pas de communauté à laquelle on peut s'intégrer et qui peut nous aider, qu'on a créé ce petit groupe. On s'est rencontrées au CADA. Notre assistante sociale nous a proposé un atelier bien être. Et toutes les quatre on a adhéré.

Ce groupe c'est surtout être bien ensemble. Ce soutien est très important, particulièrement pendant la procédure d'asile parce qu'elle est longue. S'il y a des amis qui nous écoutent, à qui on peut parler, ça fait du bien !

Source : Témoignages de femmes réfugiées

<https://www.france-terre-asile.org/actualites/lactualite-france-terre-dasile/temoignages>

CITATION

Tatiana Mukanire

La prise en charge holistique n'effacera jamais ce que nous avons pu vivre, ni les conséquences liées à la cruauté humaine qu'est le viol. Mais ils viennent adoucir notre souffrance, et nous accompagner dans notre guérison. En tant que Survivante des viols, je peux vous dire que cette prise en charge répond aux besoins primordiaux des victimes. J'en ai bénéficié moi-même, et je souhaite que toutes les Survivantes, dans le monde, y aient accès. C'est un droit humain universel, il est temps qu'il soit une réalité

Source : Le parcours de Tatiana Mukanire,

<https://www.standspeakriseup.lu/fr/le-parcours-de-tatiana-mukanire-2/>



L'importance de lieux ressources

DÉDIÉS AUX FEMMES

L'offre d'hébergement spécialisée pour femmes exilées victimes de violences est insuffisante. Les structures existantes sont souvent peu adaptées, alors même qu'elles devraient offrir des conditions renforcées de sécurité et des solutions de repli – par exemple lorsqu'une femme est retrouvée par son ex-compagnon. Faute de places ou de lieux sécurisés, ces femmes sont fréquemment déplacées d'un hébergement à un autre, ce qui accentue leur instabilité et fragilise encore davantage leur parcours. Or, un hébergement stable constitue une étape cruciale dans leur reconstruction.

Il représente bien plus qu'un simple toit : c'est un refuge contre les violences persistantes, un espace de répit et de rétablissement, et un point d'ancrage pour reconstruire son autonomie. Un logement durable facilite aussi l'accès aux soins médicaux, au soutien psychologique et à l'accompagnement juridique.

À l'inverse, en l'absence de dispositifs adaptés, les femmes exilées demeurent exposées à de multiples vulnérabilités – agressions, exploitation, précarité – compromettant profondément leurs chances de réinsertion sociale et économique.

Groupe SOS
Solidarités



10

Groupe SOS Solidarités :

CRÉER DES ESPACES DIGNES ET SÉCURISÉS POUR LES FEMMES.

À ce jour, le Groupe SOS Solidarités assure la gestion de **52 dispositifs d'accueil** et d'intégration des personnes exilées, représentant l'équivalent de **4 700 places**. Sur ces places, **31% de femmes, donc plus de 2 200 femmes hébergées dans des CADA, HUDA ou CPH (centre provisoire d'hébergement) généralistes**. Dans ses Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), le Groupe SOS Solidarités organise des espaces et des temps dédiés aux femmes, conçus comme des parenthèses de répit et de bienveillance où les équipes sont à l'écoute et où la parole est libre. Café des femmes, art-thérapie, chorale des femmes, ateliers de socio-esthétique... Ces espaces permettent aux équipes présentes d'accueillir leurs récits, et de les orienter ensuite vers l'accompagnement le plus adapté.

Le Groupe SOS Solidarités porte une valeur : l'inconditionnalité de l'accueil. De fait, l'association n'accueille pas seulement les demandeuses d'asile, mais aussi celles qui sont déboutées. ■

8 et 9. Femmes accompagnées par les équipes du CHRS Chez Simone du Groupe SOS Solidarités. **10.** Femmes accompagnées par les équipes du Café Olympe du Groupe SOS Solidarités. Ce lieu basé à Nîmes, est un lieu ressources pour les femmes en situation de grande vulnérabilité, dont des femmes en exil.

Le Projet AMAL de France terre d'asile

**AMÉLIORER LES CONDITIONS D'ACCUEIL
ET D'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES MIGRANTES
EN FRANCE ET EN EUROPE**

Le projet AMAL de France terre d'asile vise à encourager l'autonomisation et la protection des femmes exilées, au travers de plusieurs dispositifs déployés au sein des centres d'hébergement pour demandeur-euses d'asile et réfugié-e-s de France terre d'asile, à l'échelle nationale. Le projet propose des cours de français avec solutions de garde d'enfants, des ateliers de soutien à la parentalité et des groupes de parole sur la question des violences et de l'égalité femme-homme en non-mixité. Il offre un accompagnement global pour l'accès aux droits, notamment au sein de la permanence médico psycho-sociale dédiée aux femmes (hébergée à la SPADA de Paris). En parallèle, le projet forme et accompagne les professionnel-le-s du secteur à questionner et intégrer, dans leurs pratiques, le genre et la lutte contre les violences. ■



11

**ILS NOUS
SOUTIENNENT !**

Groupe SOS
Solidarités

**MAISONS
DU MONDE**

Depuis deux ans, dans le cadre de son mouvement Good is beautiful, **Maisons du Monde soutient le Groupe SOS** dans l'aménagement de lieux de vie solidaires grâce à des dons de produits.

Objectif : offrir plus de confort et de bien-être aux personnes en situation de précarité, pour qu'elles puissent à nouveau se sentir chez elles.

En 2025, ce partenariat se poursuit avec **le centre d'hébergement Plurielles à Paris**, qui accueille cette année 71 jeunes femmes âgées de 18 à 25 ans, dont les parcours sont souvent marqués par l'exil et les violences.

Grâce à cet appui, les espaces de vie du centre seront repensés pour favoriser la sérénité, la convivialité et la reconstruction.



12

REPORTAGE

«CHEZ SIMONE» UN LIEU À SOI

Groupe SOS
Solidarités



13



14

À Marseille, «Chez Simone» héberge chaque année 62 femmes en situation de grande vulnérabilité. Victimes de violences, souffrant de pathologies chroniques ou psychologiques, en rupture sociale ou familiale, en parcours d'exil, ces femmes trouvent ici bien plus qu'un abri : un espace de répit, d'écoute et de reconstruction.

Orientées par le 115, elles sont hébergées en studio individuel ou partagé pour une durée de 15 à 90 jours, souvent prolongée selon les besoins. L'équipe, composée de travailleuses sociales, infirmières, psychologues, agents d'entretien, accompagne chaque femme dans un parcours personnalisé, visant à restaurer leur autonomie et leur dignité.

Les témoignages poignants de Giulia, Stéphanie et Inès illustrent la complexité des parcours de vie. Giulia, arrivée il y a sept ans après des violences intrafamiliales, évoque la perte de lien avec son fils et sa famille. Stéphanie, rescapée de séquestration, a trouvé ici un premier refuge. Inès, confrontée à la maladie de son fils, a basculé dans la précarité avant de se tourner vers «Chez Simone».

Au-delà de l'hébergement, «Chez Simone» offre un cadre bienveillant où se recrée du lien social. Des kits d'hygiène, des vêtements, des repas, mais aussi des activités collectives et un accompagnement vers les soins et les droits sociaux sont proposés. L'objectif : permettre à chaque femme de retrouver des repères, un logement, un emploi, et surtout, une place dans la société.

«Chez Simone» incarne une réponse humaine et engagée à l'exclusion, portée par le Groupe SOS Solidarités, acteur majeur de l'action sociale en France. Ici, chaque femme est accueillie avec respect, et chaque histoire devient le point de départ d'un avenir possible.

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ

DU REPORTAGE SUR :

<https://www.groupe-sos.org/actualites/femmes-vulnerables-de-lurgence-a-la-reconstruction-le-chrs-chez-simone/>

11 à 14.

Femmes accompagnées par les équipes du CHRS Chez Simone du Groupe SOS Solidarités

clin d'œil au vainqueur de l'Atlantique nord Charles Lindbergh, en raison d'une certaine ressemblance physique avec ce dernier.

Elle éte... été... dom... « C'e... fermi... en ce... admi... super... deux... prêter... l'hom... vous le... le tem... femme... humain

123 pays, incluant des soupes populaires, des centres d'aide familiale, des orphelinats, des écoles, des hospices et des maisons d'accueil pour les personnes atteintes de maladies comme la lèpre, le sida ou la tuberculose.

durable et équitable des ressources naturelles, et l'éducation des plus jeunes. L'institut Jane Goodall a créé des refuges en Afrique pour protéger nos plus proches cousins.

météorologique, brisée par un internement psychiatrique et une mort quasi-anonyme Compagne du sculpteur Auguste Rodin, Camille Claudel « exerce une certaine influence sur son maître » Dans sa sculpture, Camille Claudel glisse de l'expressivité passionnée et exclusive du corps nu, propre à ce dernier, à une science des attitudes plus origin... maîtrise qui rele... génie propre.

Les dispositifs de reconstruction



FOCUS

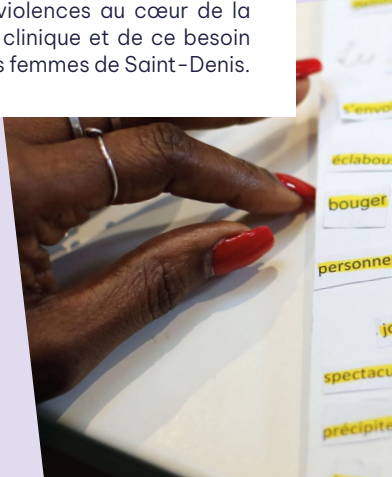
LA MAISON DES FEMMES 10 ANS D'INNOVATION



Depuis dix ans, la Maison des femmes de Saint-Denis – première Maison du réseau Restart – illustre combien disposer d'un lieu ressource dédié aux femmes victimes de violences est essentiel pour répondre à l'ampleur des violences sexistes et sexuelles et à leurs conséquences sur la santé.

Cette unité est née de l'expérience clinique du Dr Ghada Hatem, gynécologue obstétricienne. Lorsqu'elle dirigeait la maternité de l'hôpital Delafontaine elle a constaté que 15% des femmes qu'elle accouchait étaient excisées, et que de nombreux récits de violences surgissaient en consultation. Il lui arrivait d'avoir des difficultés à soigner et accompagner correctement certaines patientes, car une pièce du puzzle manquait : des vécus de violences non identifiés, non diagnostiqués, qui entravaient la prise en charge.

C'est pour répondre à ce besoin qu'elle a souhaité créer un parcours de soins et une prise en charge spécifiquement dédiée aux violences au cœur de la maternité. De cette intuition clinique et de ce besoin identifié est née la Maison des femmes de Saint-Denis.



La mise en œuvre de cette intuition s'accompagne d'un véritable parcours institutionnel. Sollicitant successivement l'hôpital, le Ministère de la Santé puis celui des Droits des femmes, la Dre Hatem peine d'abord à trouver un soutien pour porter un projet aussi inédit. La rencontre avec Céline Bonnaire, directrice de la Fondation Kering, constitue alors un tournant décisif : grâce à cet appui, la première Maison des femmes ouvre en 2016 comme unité hospitalière intégrée à l'hôpital Delafontaine. Le dispositif se structure progressivement : l'accueil des femmes concernées par les mutilations sexuelles féminines en constitue le premier socle, auquel s'ajoute ensuite la relocalisation du centre de planification. Peu à peu, la Maison des femmes façonne un parcours de soins complet pour les femmes victimes de violences, fondé sur un principe simple et déterminant : réunir en un même lieu l'ensemble des ressources nécessaires à leur sécurité, leur santé et leur reconstruction. Ce modèle repose sur une approche véritablement décloisonnée : médecins, légistes, sages-femmes, psychologues, assistantes sociales, policières, avocats, ostéopathes et autres professionnels interviennent de concert, sous secret partagé, autour d'un dossier commun.

Au fil des années, la Maison des femmes n'a cessé d'innover pour affiner sa réponse aux situations rencontrées. C'est ainsi qu'une permanence policière s'est progressivement mise en place : initiée par l'engagement bénévole d'une policière, elle est ensuite devenue une permanence officielle grâce à une convention avec le Ministère de l'Intérieur,



Réunir en un même lieu toutes les ressources nécessaires à la sécurité, la santé et la reconstruction des femmes.

permettant aux femmes de poser leurs questions ou de déposer plainte dans un environnement sécurisé. Dans la même dynamique d'adaptation, l'unité CORALIS a été créée lorsque les équipes ont constaté les difficultés majeures rencontrées par les victimes de viol dans les circuits habituels. Cette unité offre la possibilité de recueillir des preuves médico-légales sans réquisition dans les cinq jours suivant les faits, de les conserver jusqu'à trois ans et d'assurer immédiatement une prise en charge médicale et psychotraumatique. L'émergence de ces deux dispositifs illustre l'évolution continue du modèle, construit pour répondre aux réalités du terrain et limiter au maximum les ruptures de parcours.

À la Maison des femmes, la prise en charge débute par un premier contact avec une infirmière qui réalise un état des lieux complet : situation médicale, exposition aux violences, degré d'urgence, besoins immédiats et orientation vers les unités les plus adaptées. Lorsque la situation nécessite une entrée dans le parcours dédié aux violences, la femme est accueillie en hôpital de jour, où elle rencontre dans la même journée un médecin ou une sage-femme, une psychologue et une assistante sociale. Cette étape permet de poser un diagnostic partagé, d'expliquer le fonctionnement de la structure, d'identifier les priorités et de définir les objectifs de la prise en charge.

La suite du parcours est ensuite coordonnée comme on organiserait un protocole de soins : la patiente est orientée vers les dispositifs pertinents – consultations en sexologie, suivi psychiatrique, séances de kinésithérapie, ostéopathie ou psychocorporel, ateliers thérapeutiques (yoga, karaté, dramathérapie), accompagnement juridique ou administratif, groupes de parole – selon ce qui est nécessaire à sa reconstruction. Une sage-femme ou un médecin assure la coordination du parcours et réalise des points réguliers pour ajuster les orientations, évaluer l'avancement et garantir la cohérence globale de la prise en charge.

En moins de dix ans, le modèle de la Maison des femmes de Saint-Denis a essaimé largement, donnant naissance au réseau Restart. On compte aujourd'hui une trentaine de structures qui fonctionnent selon les mêmes principes et répondent toutes à un besoin clairement exprimé par les équipes médicales sur le terrain : disposer d'un lieu intégré capable d'accueillir, d'orienter et d'accompagner les femmes victimes de violences de manière globale et adaptée. L'essor de ces Maisons témoigne de la pertinence d'une approche décloisonnée, où la coordination des professionnel·les et la centralisation des ressources permettent de construire des parcours véritablement adaptés aux besoins et au quotidien des femmes qu'elles accompagnent. ■



La reconnaissance juridique

COMME MOYEN DE RECONSTRUCTION

Les femmes en situation d'exil, confrontées à des violences persistantes dans leur pays d'origine et sur le parcours migratoire, se heurtent à des obstacles majeurs pour faire valoir leurs droits. Tout d'abord par la difficulté à structurer leur récit souvent traumatique, afin de voir prospérer leur demande d'asile. Mais aussi parce que les violences subies dans le parcours migratoire ne sont pas toujours prises en compte au regard des critères permettant l'obtention d'un statut en France. Ainsi, pour les femmes déboutées du droit d'asile mais ayant subies des violences graves dans leur parcours migratoire, l'instabilité administrative et dans certains cas le rattachement au régime de l'AME précarisent encore plus ces femmes. Par ailleurs, les preuves exigées pour obtenir le droit d'asile, comme certificats médicaux ou témoignages, sont fréquemment impossibles à produire.

Les professionnel·le·s soulignent que l'accompagnement juridique doit être pluridisciplinaire, impliquant avocat·e·s spécialisé·e·s, interprètes et assistants sociaux, afin de guider les femmes dans leurs démarches administratives et judiciaires.

Par ailleurs, la coordination avec des médecins, psychologues et psychiatres est essentielle pour documenter les violences subies et préparer le récit de manière à garantir une prise en compte effective par les autorités. Il y a aussi un manque de professionnel·le·s pouvant accompagner sur le post-traumatique un public non francophone. La mise en place de dispositifs de signalement confidentiels et accessibles dans les centres d'accueil complète ce dispositif, offrant un cadre sécurisé pour que les femmes puissent faire valoir leurs droits.

Une baisse de subvention de

30 000€

en raison de restriction budgétaire
met fin aux permanences dans
le 18^e arrondissement de Paris.

**ZOOM SUR
L'ASSFAM :**

L'Assfam, établissement du Groupe SOS Solidarités, accompagne les personnes étrangères dans l'aide à l'exercice de leurs droits.

Composé de juristes, d'assistant·es sociales et de formateur·rice·s, l'établissement Assfam intervient dans les centres de rétention de Paris-Vincennes, Lille, Strasbourg et Metz, et tient des permanences au sein des 11^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements en partenariat avec la ville de Paris. Il soutient aussi les professionnel·le·s de terrain par un appui juridique sur les dossiers complexes.

En 2024, les salarié·e·s de L'Assfam ont accompagné 4556 personnes retenues dont 219 femmes étrangères, ainsi que 495 personnes étrangères dont 289 femmes dans le cadre des permanences en lien avec la mairie de Paris. Certifié Qualiopi, l'établissement Assfam dispense aussi au national des formations en droit des étrangers. Le parcours des femmes étrangères étant empreint de nombreuses insécurités sociales, sanitaires et administratives, l'Assfam a développé des outils d'accompagnement et des formations spécifiques pour les professionnel·le·s qui les suivent, que ce soit dans le cadre d'une demande d'asile ou dans celui d'une demande de titre de séjour ou de régularisation.

14



La santé des femmes

Souffrance psychique des personnes en exil, une urgence de santé publique

La santé mentale des personnes exilées est profondément fragilisée par les violences et les ruptures qu'implique l'exil : déracinement, précarité sociale et administrative, isolement, sentiment de déclassement, etc. Beaucoup présentent des troubles se manifestant de manières diverses. Mais malgré les besoins, leurs souffrances restent largement invisibles, la prise en charge est sous-dimensionnée et est très rarement adaptée à des personnes non-francophones. Les femmes exilées, quant à elles, sont confrontées à des violences de genre spécifiques tout au long de leur parcours : violences sexuelles et physiques, mutilations, violences conjugales ou communautaires, risque de prostitution pour subvenir à leurs besoins... Ces expériences aggravent leurs vulnérabilités et rendent l'accès aux soins encore plus complexe.

Pour répondre à ces enjeux, le Groupe SOS développe des dispositifs dédiés offrant un accompagnement global et adapté.

DEUX PROGRAMMES ILLUSTRENT CET ENGAGEMENT :



En Essonne et en Seine et Marne, **le CAPSE** (Centre d'Accompagnement Psychosocial pour les Exilés) accompagne inconditionnellement les personnes exilées en souffrance psychique, via des **consultations individuelles, groupes de parole, ateliers collectifs, thérapie par l'art, ou encore un soutien social**. L'équipe pluridisciplinaire agit pour lever les freins à l'accès aux soins et se veut une passerelle vers le droit commun, grâce à un accueil adapté à la complexité des parcours.

Certains dispositifs sont spécifiquement dédiés aux femmes afin de lutter contre leur isolement :

- Garde d'enfants pour leur permettre d'explorer toutes les thématiques souhaitées
- Accompagnement psychique périnatal renforcé
- Groupe de parole féminins

PAROLES DU TERRAIN

“On remarque que leur état de santé mentale est étroitement lié à leur situation administrative. Un refus de demande d'asile peut raviver des traumatismes passés et les replonger dans des situations de violence et de précarité extrême.”

— **Julie Caritte**, Directrice Territoriale Habitat, Santé et Asile au Groupe SOS Solidarités.



Santé Plurielles est un programme francilien qui vise à **améliorer l'accès aux soins et à la santé globale des femmes en situation de précarité**, notamment dans les centres d'hébergement qui accueillent de nombreuses femmes en exil. Elles sont accompagnées sur plusieurs leviers de santé : **santé sexuelle, santé reproductive, santé mentale (gestion du stress, des troubles du sommeil, etc)**.

En parallèle, Santé Plurielles agit également sur la **promotion du bien-être et la lutte contre les violences faites aux femmes** en s'appuyant sur un réseau inter-associatif et la sensibilisation auprès des professionnel·les.

15. Atelier mené par Santé Plurielles le réseau du Groupe SOS Solidarités qui agit pour l'accès aux soins et la santé des femmes accueillies dans les structures sociales d'Ile-de-France.

Femmes en exil et VIH : une double vulnérabilité

Les femmes exilées subissent de multiples violences, dont l'impact du VIH, souvent invisibilisé, alors que les femmes représentent plus de la moitié des adultes vivant avec le VIH à l'échelle mondiale. En France, un tiers des nouveaux cas concerne des femmes, dont 63 % sont migrantes. 40 % d'entre elles ont été infectées après leur arrivée, ce qu'une prise en charge adaptée dès les premiers jours (hébergement, suivi médical), permettrait de limiter. Et les coupes budgétaires aggravent l'absence ou le retard d'accès aux soins.

RENCONTRE

AVEC

Nicolas Derche

DIRECTEUR NATIONAL SANTÉ
COMMUNAUTAIRE DU GROUPE SOS
ET DIRECTEUR D'ARCAT
ET DU CHECKPOINT PARIS



Galatée Cosset-Desplanques

DIRECTRICE DE L'HÔPITAL
JEAN JAURÈS DU GROUPE SOS SANTÉ



16

● Quel est le contexte actuel du VIH chez les femmes exilées ?

ND : Quarante ans après le début de l'épidémie, les femmes restent encore en marge de la lutte contre le VIH. Elles sont peu visibles dans les campagnes, peu prises en compte dans la recherche, alors qu'à l'échelle mondiale, elles représentent la moitié des personnes vivant avec le virus. En France, près d'un tiers des nouvelles découvertes de séropositivité concerne des femmes.

Les études convergent : les parcours migratoires et les violences subies constituent des contextes à haut risque d'exposition aux infections sexuellement transmissibles, en particulier au VIH. Et les données illustrent bien que l'épidémie n'est pas qu'une question de comportements individuels, mais de conditions de vie. L'enquête ANRS-Parcours, menée par Annabelle Degrées du Loû, avait déjà montré en 2016 que 35 à 49 % des personnes originaires d'Afrique subsaharienne suivies pour le VIH en Île-de-France avaient été contaminées après leur arrivée en France. Autrement dit, c'est bien sur le territoire français que ces contaminations se produisent, souvent dans des conditions de grande précarité.

● Qu'est-ce qui rend les femmes exilées particulièrement vulnérables au VIH ?

ND : Leur risque d'exposition est plus élevé pour plusieurs raisons. Sur le plan biologique, la transmission du VIH lors de rapports hétérosexuels est plus probable pour une femme que pour un homme cisgenre. Mais ce n'est pas qu'une question de physiologie : les inégalités économiques, la précarité sociale et administrative et les violences sexuelles viennent s'ajouter et fragilisent encore davantage leur santé. Et sur le terrain, on le voit tous les jours, l'accès aux soins reste difficile : barrière de la langue, peur du rejet, complexité administrative, crainte liée au statut migratoire... Autant d'obstacles qui retardent le dépistage, la prévention et les traitements.

GCD : Les femmes vivant avec le VIH ont souvent traversé des parcours extrêmement difficiles et subi des violences : isolement et discrimination sociale, parcours migratoire constitué de ruptures, une santé sexuelle perturbée, viols et/ou mutilations sexuelles. En situation de précarité et parfois sans domicile, elles sont aussi victimes de la méconnaissance de l'existence des traitements actuels qui permettent une « charge virale du VIH » à zéro et donc de ne pas transmettre le virus à son partenaire ou son entourage. Sans traitement et adhésion thérapeutique, sans dépistage, la propagation du virus entraîne des stades graves de type « SIDA » avec des prises en charge hospitalières lourdes, en raison de séquelles neurologiques et fonctionnelles majeures.

ND : Oui alors que nous disposons aujourd'hui de tout un ensemble d'outils biomédicaux efficaces qui nous permettent d'envisager à terme l'éradication du VIH. Ces outils peuvent être combinés en articulant les dimensions biomédicales et comportementales : dépistage régulier, traitement antirétroviral précoce, prophylaxie pré-exposition (PrEP), traitement post-exposition (TPE), et usage du préservatif. Mais leur efficacité dépend à la fois d'un système de santé réellement accessible, capable d'atteindre et d'accueillir les personnes cumulant des facteurs de vulnérabilité et d'une société inclusive, la lutte contre la stigmatisation et les discriminations faisant pleinement partie de la réponse au VIH.

● Comment les restrictions budgétaires affectent-elles votre travail ?

ND : Les dispositifs comme l'Aide médicale d'État (AME) permettent aux personnes exilées les plus précaires d'accéder aux soins. Pourtant, l'AME est régulièrement remise en cause, notamment dans le cadre du débat sur le PLFSS 2026. Ces attaques fragilisent les parcours de soins individuels et menacent la santé publique. Moins de dépistage, c'est plus de diagnostics tardifs, d'hospitalisations lourdes et de contaminations évitables. Sans l'AME, des milliers de personnes ne pourraient pas se soigner. Cela affaiblit aussi notre système de santé. La stratégie Test & Treat, essentielle dans la lutte contre le VIH, repose sur un accès rapide au dépistage et au traitement. Elle est impossible sans l'AME.

GCD : Réduire l'accès à l'AME et aux dispositifs de prévention est une hérésie. Cela aurait pour effet de favoriser la circulation du virus sur le territoire, sans distinction des origines mais aussi des frais d'hospitalisation supplémentaires à la charge de la collectivité in fine, des séjours hospitaliers plus longs et donc plus coûteux ; et même si certains ne comprenaient pas ces arguments de santé publique et de respect du serment d'Hippocrate, la disparition de l'AME ou son accès réduit par complications administratives, poserait aussi un problème de financement à de nombreux établissements de santé portés par des acteurs non lucratifs, alors qu'ils sont déjà en tension.

Le financement actuel, basé sur l'activité et la durée moyenne de séjour, pénalise l'accueil des publics vulnérables, dont les besoins (accompagnement global, soins pluridisciplinaires) ne sont pas pris en compte.

● Quelles initiatives permettent de renforcer le parcours de santé et l'inclusion ?

GCD : Le service SMR – Infectiologie de l'Hôpital Jean Jaurès (l'un des rares services de ce type en France), accueille sans condition. Il propose une prise en charge pluridisciplinaire : médicale, gynécologique, sociale, psychologique. Nous utilisons beaucoup la médiation par la culture, la médiation transculturelle ou encore la médiation en santé, qui sont autant d'outils essentiels pour la mise en œuvre d'un projet thérapeutique individualisé. Notre service leur propose des actions de rééducation et de réhabilitation, les préparer à leur sortie de l'Hôpital avec les meilleures chances de ne plus avoir besoin d'y revenir et d'être autonome pour prendre son traitement. L'hospitalisation est l'occasion de tisser des liens avec des associations ressources qui interviennent dans le service pour se faire connaître auprès d'eux et qui restent des contacts après leur sortie.

● En quoi les baisses de financement menacent l'accompagnement de ces femmes, et la santé publique ?

ND : Les associations de lutte contre le VIH sont en première ligne de la riposte contre le VIH/sida. Elles assurent le dépistage, la prévention, l'accompagnement et la défense des droits, au plus près des personnes les plus exposées. Leur approche communautaire et leur connaissance fine des réalités sociales permettent d'atteindre des publics prioritaires éloignés du système de santé.

Les baisses de financements publics, la précarisation des équipes et la multiplication d'appels à projets avec des financements annuels et non pérennes fragilisent leur action.

Une tribune récente à l'initiative de Sidaction tire la sonnette d'alarme : sans les associations, nous perdrons le combat contre le sida.



16. Séance de bien-être au sein de l'Hôpital Jean-Jaurès – Groupe SOS Santé

17. Entretien individuel mené par un salarié du Checkpoint Paris, qui accompagne.

Sport & Culture

DES OUTILS PUISSANTS DE RECONSTRUCTION POUR LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Pour les femmes ayant subi des violences, notamment sexuelles, le chemin vers la reconstruction est complexe et demande de multiples ressources. Au-delà du soutien psychologique et juridique, le sport et la culture apparaissent comme des leviers essentiels pour retrouver confiance, dignité et autonomie.

La pratique sportive permet de se reconnecter à son corps, de reprendre le contrôle de ses mouvements et d'apaiser le stress. Chaque geste devient un pas vers la réappropriation de soi et la libération des traumatismes. Parallèlement, la culture offre un espace où les émotions peuvent s'exprimer, être transformées et partagées. Ateliers d'écriture, musique, théâtre ou arts plastiques permettent de raconter son histoire, de renouer avec sa créativité et de retrouver une identité souvent fragilisée par la violence.

Ces activités deviennent aussi des lieux de rencontre, de solidarité et de reconstruction du lien social, particulièrement précieux pour les femmes en exil confrontées à l'isolement et à la précarité.

En combinant sport et culture, ces pratiques offrent plus qu'un simple bien-être : elles deviennent des outils *d'empowerment*, de résilience et de réappropriation de soi. Pour les femmes victimes de violences, chaque mouvement, chaque note ou chaque trait de pinceau est une victoire sur le traumatisme et un pas vers un futur plus serein. ■



FIGHT for
DIGNITY

18

Fight for Dignity

Créée en 2017 par Laurence Fischer, triple championne du monde de karaté, Fight For Dignity est née de sa rencontre avec le Dr Denis Mukwege, qui soigne, au sein de l'hôpital de Panzi à Bukavu en République Démocratique du Congo, les survivantes de viols de guerre. C'est dans ce cadre qu'a été mis au point le premier atelier de karaté adapté, qui n'est pas du self défense, pour accompagner de manière psychocorporelle ces femmes majoritairement jeunes pour qui les conséquences traumatiques sont graves et multiformes, affectant profondément leur santé mentale, physique et sociale. A travers une méthode qui a fait ses preuves, les séances offrent un moyen pour les femmes qui y participent de se réapproprier leur corps, de regagner confiance et, à terme, de retrouver de l'autonomie. ■

PAROLES DU TERRAIN

« Après un traumatisme psychologique dû à des violences physiques, comment avoir une relation sereine avec son corps, avec soi-même avec les autres ? C'est avec amour, sensibilité et conviction que j'ai cherché à permettre à ces héroïnes de se reconnecter à leur corps, à leur vitalité. C'est le pouvoir du sport : leur donner le moyen de se libérer, de retrouver, de la joie et de l'espoir. »

— Laurence Fischer,
fondatrice de Fight for Dignity

7800

participantes aux ateliers
de karaté adapté en France
et 5620 en RDC depuis 2018

Droit 27



Droit27 est une structure associative du Groupe SOS, constituée en 2025 après trois années d'expérimentations sur le terrain en tant que programme d'accompagnement pour les établissements sociaux et médico-sociaux en France métropolitaine et ultramarine. Droit27 agit pour que la culture soit reconnue pour ce qu'elle est : un droit, pas un privilège.

Nous défendons une culture qui émancipe, relie et répare, construite avec et pour les personnes en situation de vulnérabilité. À travers des projets culturels développés avec les professionnel-le-s du terrain et partenaires culturels, nous créons des espaces d'expression, de création et de participation. Dans l'esprit de l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, nous portons une culture accessible, inclusive et émancipatrice, qui respecte les identités, valorise la diversité et garantit à chacun-e le droit fondamental d'exprimer son humanité.

En lien avec nos partenaires culturels, nous défendons une culture accessible et inclusive : une culture qui garantit un accès libre à l'expression et au développement humain.

18. Un atelier mené par Fight for dignity

19. Une partie du résultat final de l'œuvre

20. Photographie d'une jeune MNA de l'Estanc (établissement du Groupe SOS Jeunesse) pendant la résidence peinture et abstraction



DES ATELIERS ARTISTIQUES

Droit27 met en place des ateliers artistiques au sein de structures d'accueil pour personnes exilées — Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile (HUDA) et services pour Mineurs non accompagnés (MNA). Ces projets, menés en partenariat avec des artistes et institutions culturelles, visent à favoriser l'expression, la rencontre et la confiance en soi à travers la création.

Parmi ces initiatives :

2022

Résidence du Laboratoire d'écriture orale avec Jack Souvant et François Beaune au service MNA L'Estanc à Montpellier : création d'histoires et enregistrement de podcasts

2023

Tournée de réalité virtuelle avec Diversion Cinéma, impliquant le CADA Dici21a à Nantes.

2024

Résidence photo avec Françoise Saure au Foyer Oberholz de Bouxwiller.

2025

Résidence peinture et abstraction avec le street artiste Damien Mauro au service MNA L'Estanc.

Par ailleurs, un cycle de programmation artistique (expositions, spectacles, concerts) est proposé tout au long de l'année avec les partenaires culturels de Droit27 et les structures d'accueil du Groupe SOS.

PAROLES DU TERRAIN

“Pour les personnes en situation de vulnérabilité, l'art peut être un moyen de se réapproprier leur histoire, de retrouver confiance en elles et de créer des liens avec le monde. Dans le cas des femmes exilées, il devient un vrai refuge et une voix, un espace où elles transforment leur vécu en force et en création.”

— **Camille Chevrier**,
Directrice de programmes Droit27

L'Exposition de Stand Speak Rise Up!

Que savons-nous réellement des femmes qui ont survécu à des violences sexuelles ? C'est une question qui résonne profondément dans nos sociétés, mais trop souvent, ces voix sont étouffées, leurs histoires minimisées ou ignorées. Le projet photographique que Stand Speak Rise Up! met en place vise à remédier à cette invisibilité, à replacer ces femmes au cœur de la conversation sur leur propre expérience.

En confiant des appareils photo jetables à 25 Survivantes du viol comme arme de guerre et à des enfants nés du viol, nous leur avons offert bien plus que de simples outils de captation d'images. Nous leur avons donné la possibilité de s'exprimer, de **raconter leur propre histoire** à travers leur objectif. Ce geste simple mais puissant, incite les Survivantes et les enfants nés du viol à explorer leur quotidien, à partager leur vérité, à témoigner de leur existence avec une **authenticité inégalée**.

Chaque photographie, accompagnée des commentaires de son auteur, devient un témoignage poignant, une fenêtre ouverte sur leur monde intérieur. Dans ces mots empreints de pudeur et d'émotion, se cachent des **récits de lutte, de survie, mais aussi de reconstruction et d'espoir**. Ils nous rappellent la force insoupçonnée qui réside en chaque Survivante, la beauté qui peut émerger même des situations les plus sombres.

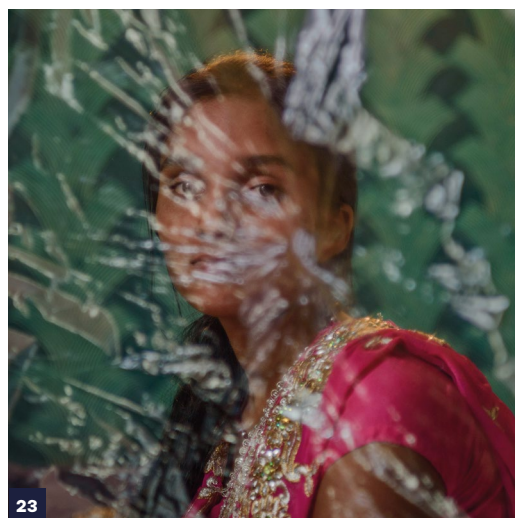
À travers ces images et ces récits, Stand Speak Rise Up! offre une **plateforme où les voix des Survivantes sont entendues**, respectées et honorées, tout en rappelant l'impérieuse nécessité d'agir contre les violences sexuelles en zones de conflit. ■



22

STAND
SPEAK
RISE
UP
UN OUTIL POUR LES FEMMES VIOLENÇÉES
MARIA TERESA DE LUYKHOUDT

POUR EN FINIR
AVEC LE VIOL COMME
ARME DE GUERRE



23

21. Ana du film «Hawar, nos enfants bannis»
de P. Bourgaux et M. Shaikhow, 2023

22. Portrait de femme - Guatemala

23. Portrait de femme - Inde

24. Portrait de femme - République
Démocratique du Congo



21

Participer à l'exposition
me permet de reprendre
une part de pouvoir
sur mon histoire.



TÉMOIGNAGE

Salimata

📍 GUINÉE-CONAKRY

Je m'appelle Salimata et je viens de Guinée-Conakry. Ma vie dans mon pays était devenue insupportable : la polygamie, les disputes violentes dans ma famille et la peur quotidienne m'étouffaient. J'étais institutrice de français et croyais en l'éducation comme moyen d'émancipation, mais cela ne me protégeait pas de l'instabilité et des humiliations. J'ai donc décidé de partir seule, laissant derrière moi tout ce que je connaissais, parce qu'en restant, je n'avais aucun avenir.

Sur la route, dès la Mauritanie, j'ai été victime de violences sexuelles et suis tombée enceinte. Quand j'ai dénoncé, j'ai été piégée, harcelée et exposée à d'autres abus. Même ceux qui étaient censés me protéger m'ont trahie. Au Maroc, j'ai failli mourir en mer : dans une barque surchargée en route vers l'Espagne, nous avons dérivé pendant trois jours, épuisés, nous avions faim et soif, avec des enfants et des femmes en détresse autour de moi.

En Espagne, puis en France, j'étais seule: on m'a volé mes papiers, mon téléphone, mon billet de train. J'ai erré jusqu'à ce que des inconnus m'aident à continuer. J'ai finalement atteint le Luxembourg en décembre 2024. En février 2025, j'ai accouché. J'ai d'abord douté de pouvoir aimer cet enfant, mais quand je l'ai tenu dans mes bras, j'ai su que je devais être sa mère et reconstruire nos vies.

Stand Speak Rise Up! m'a accompagnée dans cette reconstruction : pour m'inscrire à une crèche afin que mon enfant soit pris en charge, pour accéder à un psychologue, et pour suivre une formation professionnelle afin de retrouver mon autonomie. Grâce à leur soutien, j'ai pu avancer malgré les traumatismes et commencer à imaginer un avenir.

Aujourd'hui, nous vivons ensemble dans un foyer. Mais les traumatismes restent présents : je me réveille parfois en sursaut, avec des flashes du policier qui m'a violée et du bateau qui coulait. Participer à l'exposition Simply Survivors me permet de reprendre une part de pouvoir sur mon histoire, de briser le silence et de montrer l'histoire de survie. Je veux dire au monde que nous ne sommes pas seulement des chiffres, ni des corps exposés aux violences : nous sommes des femmes, des mères, des survivantes. Chaque pas que nous faisons est arraché à la douleur et au courage.

Le soin de soi

LEVIER ESSENTIEL
POUR REPRENDRE DU POUVOIR
SUR SA VIE



Groupe SOS

Association Joséphine

Depuis 2006, Joséphine, association du Groupe SOS, accompagne inconditionnellement les femmes en situation de précarité. Convaincue que l'estime de soi est un préalable essentiel à l'insertion sociale et professionnelle, l'association déploie des parcours personnalisés qui allient soins individuels et ateliers collectifs. Karen Smail, Directrice Territoriale du Groupe SOS, revient dans cet entretien sur le sens de ces actions, en particulier pour les femmes exilées.

● **Les femmes que vous accompagnez ont parfois traversé des parcours d'exil, marqués par la violence et la précarité. Dans ce contexte, pourquoi le soin de soi est-il si important pour elles ?**

Le soin de soi prend une dimension particulière pour ces femmes, parce que leur corps est au centre des violences. Elles l'ont souvent mis de côté pour leur survie et celle de leur proche. Ici, se réapproprier son image, c'est une manière de se reconstruire après des épreuves parfois très lourdes. On sait aujourd'hui que le soin est un élément central dans les parcours de résilience et d'autodétermination.

● **Comment Joséphine agit concrètement ?**

Joséphine propose des soins de beauté et de bien-être dans ses salons solidaires, mais aussi hors les murs, notamment dans les dispositifs d'hébergement, au cœur des lieux de vie. Ces temps de soin sont pensés comme des espaces valorisants pour reprendre confiance en soi. Nous adaptons ces parcours aux besoins : « Estime de soi », « Estim'Emploi » ou « Un Temps pour Soi », combinant soins et accompagnement vers l'emploi ou la formation.

● **En quoi cela s'inscrit-il dans une approche globale de l'accompagnement ?**

Parce que les parcours des femmes exilées sont complexes : déracinement, déclassement social, violences, santé, parentalité, emploi, logement... Il faut des réponses coordonnées, sensibles et personnalisées. Le regard porté, l'écoute, la reconnaissance, ce sont des clés pour permettre aux femmes de reprendre leur place dans la société et se projeter vers l'avenir. C'est aussi une manière de dire aux femmes : « Vous avez de la valeur, vous méritez qu'on prenne soin de vous. »





26

25, 26 et 27. Femmes accompagnées en plein Atelier de conception de produits bien-être dans le salon Joséphine du Groupe SOS Solidarités à Paris.



27

L'engagement de la Fondation L'Oréal

La beauté au service de la reconstruction

La Fondation L'Oréal est convaincue du rôle essentiel de la beauté et du soin de soi dans la reconstruction personnelle et sociale. Cet engagement découle d'une conviction puissante : l'estime de soi est un levier fondamental pour les femmes fragilisées par des parcours difficiles, ruptures sociales ou l'exil.

À travers le programme «Beauty for a Better Life», la Fondation L'Oréal permet aux femmes de restaurer l'estime de soi, condition indispensable à toute démarche d'insertion à travers l'accès gratuit à des soins de socio-esthétique et de socio-coiffure.

La socio-esthétique est une discipline professionnelle qui a pour mission d'optimiser le soutien aux personnes vulnérables par le biais de soins de beauté et de bien-être. Elle les aide à préserver leur image de soi et à maintenir des liens avec d'autres personnes, en particulier lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés économiques, sociales ou médicales dans la vie ou à des traitements exigeants.

La Fondation L'Oréal s'investit pour que les femmes puissent bénéficier de ces soutiens essentiels pour se reconstruire et retrouver pleinement leur place dans la société. Depuis 2007, plus de 170 000 femmes en France ont bénéficié de soins gratuits via notre programme.

En 2025, la Fondation L'Oréal a publié une étude menée par l'Agence Phare, destinée à mesurer l'impact de la socio-esthétique sur les femmes vulnérables.

DONNÉES CLÉS

Étude d'impact sur la socio-esthétique

9 femmes sur 10

ont une meilleure image d'elles-mêmes et se sentent mieux après les ateliers.

plus d'1 femme sur 2

déclarent avoir dit quelque chose lors d'un atelier qu'elle n'avait jamais dit auparavant.

7 femmes sur 10

osent plus facilement aller vers de nouveaux lieux ou personnes.

8 femmes sur 10

déclarent se sentir plus à l'aise qu'avant avec les travailleurs sociaux.

Étude d'impact réalisée par l'Agence Phare pour la Fondation L'Oréal (2025).

Autonomisation financière

L'accompagnement vers l'emploi

Les violences faites aux femmes et les inégalités de genre ne sont pas seulement sociales ou culturelles : elles sont aussi économiques. Le contrôle des ressources, la dépendance financière ou l'accès limité à l'emploi renforcent la vulnérabilité des femmes et peuvent les enfermer dans des situations d'emprise. C'est pourquoi, que ce soit dans leur pays d'origine ou, lorsqu'elles sont contraintes de fuir, dans leur pays d'accueil, il est primordial d'accompagner les femmes vers l'autonomie économique. L'autonomisation économique des femmes signifie garantir qu'elles puissent accéder à des emplois décents et à la protection sociale. Elle est indispensable pour sortir des schémas de violences conjugales, et retrouver sécurité, marge de décision et pouvoir d'agir. Mais l'accès à l'emploi dépasse l'enjeu strictement économique : c'est un espace où recréer du lien social et se sentir utile. Un espace où l'on peut reprendre confiance en soi. Parce que l'exil crée des ruptures profondes et expose les femmes à des défis spécifiques, leur autonomie économique est vitale. Pourtant, selon leur situation administrative, certaines femmes n'ont pas accès à l'emploi formel, ce qui les isole et les expose à des formes d'exploitation dangereuses. Dans ce contexte, les associations et ONG accompagnent les femmes en leur offrant un soutien administratif, linguistique, psychosocial et professionnel, et en facilitant l'accès à des formations, à l'emploi formel, au bénévolat ou à l'entrepreneuriat. ■

ZOOM SUR QUELQUES INITIATIVES :

L'AUTONOMISATION FINANCIÈRE DANS LES CHRS

Dans les CHRS du Groupe SOS, les équipes constatent au quotidien que le lien économique peut devenir un facteur de fragilité ou de dépendance dans les couples accompagnés. C'est pourquoi, alors que les aides sociales étaient auparavant versées au couple de manière conjointe, elles sont désormais attribuées séparément à chacun. Cette désolidarisation permet aux femmes d'accéder directement à leurs ressources et soutient leur indépendance financière, un élément déterminant pour pouvoir sortir de situations de violences conjugales.

LE BÉNÉVOLAT COMME LEVIER DE RÉACTIVATION ET PREMIÈRE MARCHÉ DE L'EMPLOI

Pour de nombreuses femmes en attente de régularisation, le bénévolat constitue la seule activité possible. C'est une manière de rester active, de créer du lien social, de faire du réseau et de s'inscrire dans une dynamique d'insertion, malgré les contraintes administratives qui leur empêchent le salariat formel. Dans les CHRS parisiens du Groupe SOS, les équipes accompagnent les femmes qui expriment une volonté forte de s'intégrer et de retrouver une activité porteuse de sens. Plusieurs d'entre elles remplissent donc des missions de bénévolat pour des associations telles que La Chorba, le Secours Populaire, Refugee Food ou participent à des initiatives locales.

LES PLATEFORMES AGIR

La Direction Générale des Etrangers en France, en lien avec les Ministères du Travail et du Logement, l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration et la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés, a décidé de lancer en 2022 le **programme AGIR**. Son objectif : systématiser l'accompagnement vers l'emploi et le logement des **bénéficiaires de la protection inter-**

nationale (BPI). Elles sont un guichet départemental unique assurant un accompagnement individualisé et sont chargées de veiller à la cohérence des parcours grâce à la mobilisation d'un réseau d'acteurs locaux et des passerelles entre les niveaux départemental et national. Les plateformes AGIR ont accompagné depuis leurs ouvertures plus de 8 000 BPI. Au regard de l'ensemble des données

AGIR
pour le logement et l'emploi des personnes réfugiées

Groupe SOS
Solidarités

récupérées, on peut indiquer que les femmes réfugiées représentent depuis 2023 et selon les territoires 35 à 42 % de la file active.

Le Groupe SOS en est un des opérateurs et pilote des plateformes AGIR dans 16 départements. ■



Programme de mentorat Stand Speak Rise Up!

L'accès au numérique constitue aujourd'hui un levier essentiel pour l'autonomisation des survivantes de violences sexuelles en contexte de crise ou de conflit. Pour lever les obstacles existants, Stand Speak Rise Up! prévoit l'achat et l'envoi d'ordinateurs portables et de tablettes, ainsi que le financement de forfaits internet afin de garantir une connexion fiable. Les survivantes bénéficient également de formations adaptées pour apprendre à utiliser ces outils numériques de manière sécurisée et efficace. ■



TÉMOIGNAGE

Grace

 SOUDAN

Grâce au programme de mentoring, j'ai pu reprendre confiance en moi et acquérir des compétences en communication et gestion de projet. Ma mentor et Stand Speak Rise Up! m'ont guidée pas à pas pour concrétiser mon projet. Aujourd'hui, je peux non seulement avancer dans ma reconstruction, mais aussi soutenir d'autres survivantes dans leur parcours, c'est très important pour moi.

SINGA Luxembourg

QUI SOMMES-NOUS ?

SINGA signifie «connecter» en lingala, une langue parlée en République Démocratique du Congo.

Comme son nom l'indique, SINGA aide à mettre en relation les nouveaux arrivants et la population locale par le biais de divers programmes et événements destinés à faciliter les processus d'adaptation et d'inclusion qui accompagnent l'arrivée dans un nouvel endroit.

Présente dans 7 pays et 17 villes, SINGA s'efforce de faciliter et d'accélérer l'intégration des demandeurs et des bénéficiaires d'une protection internationale dans leur société d'accueil. Chez SINGA, nous croyons que l'inclusion et la coopération mènent à l'innovation et à l'unité.

SINGA Luxembourg porte la vision d'un monde en mouvement. Ce mouvement favorise la rencontre des idées, des opinions et des individus, tout en transformant les perceptions. Il bouscule les clichés, déconstruit les idées préconçues et encourage l'ouverture. Un tel dynamisme est essentiel à la création de valeur, car aucun projet de société durable ne peut émerger de l'immobilisme ou du repli sur soi. À travers notre travail associatif, nous nous engageons à développer des solutions pérennes face aux grands enjeux de notre société. ■

Contribuer au changement de manière active

— JIMMY CORNEILLE,
Fondateur de SINGA Luxembourg



NOTRE VISION

INFORMER

Faire évoluer le discours sur la migration et faciliter l'accès à l'information des nouveaux arrivants.

INTERAGIR

Créer du lien entre nouveaux arrivants et locaux pour développer des projets sociaux et économiques communs.

INNOVER

Faire de l'imprévu et de la diversité des points de vue une source constante de nouveauté.



LEXIQUE

Quelques termes et acronymes reviennent souvent dans le document.
Voici un lexique pour en faciliter la lecture.

AME : Aide Médicale d'Etat – Couverture qui prend en charge les soins des personnes étrangères en situation irrégulière en France.

APD : Aide Publique au Développement.

BPI : Bénéficiaires de la Protection Internationale – Ils bénéficient d'un titre de séjour et peuvent bénéficier de droits sociaux.

CADA : Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile.

CHRS : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale.

CHU : Centre d'Hébergement d'Urgence.

HUDA : Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile.

MNA : Mineurs Non Accompagné – enfant étranger présent sur le territoire sans parent ou représentant légal.

OFFRA : Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides – Etablissement public, guichet unique de la demande d'asile.

Les appellations “migrant/exilé” et “réfugié” sont parfois confondues. Or les réalités sont très différentes :

Une personne exilée ou migrante est une personne qui a dû fuir son pays pour des raisons variées. Elle peut demander l'asile dans son pays d'accueil, et sera, le cas échéant, considérée comme demandeuse d'asile.

Une personne réfugiée, elle, a effectué une demande d'asile et a reçu une réponse favorable. Elle est donc protégée par un Etat.

RESSOURCES

VOLET ÉCONOMIE

Coût macroéconomique des VBG : la violence faite aux femmes peut coûter jusqu'à -1.2-3.7% du PIB selon études/rapports (World Bank / WHO / UN Women).

<https://bit.ly/49gbyts>

Coût du non-investissement dans l'égalité : le non-investissement dans l'égalité femmes-hommes coûte des billions chaque année (UN Women estime des pertes économiques massives).

<https://bit.ly/4hXAS9F>

Bénéfices de l'intégration des migrantes / réfugiées : l'OCDE et le HCR montrent que l'intégration (emploi, formation, accès aux services) augmente contributions fiscales et réduit recours aux aides d'urgence.

<https://www.oecd.org/en/topics/economic-and-social-integration-of-migrants.html>

Impact social (données) : témoignage (anonyme) d'une femme en exil / survivante et chiffres (coûts GBV, perte d'employabilité, santé mentale), comment le manque d'accompagnement aggrave la dépendance aux aides et la précarité.

<https://bit.ly/49bpx5b>

RAPPORTS DE L'ONU

Report of the Secretary-General on conflict-related sexual violence – United Nations Office of the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict

<https://bit.ly/43VLH6m>

DROITS DES FEMMES

Quinze ans, quinze faits : les défis et les solutions pour l'égalité des sexes | ONU Femmes

<https://bit.ly/3Xtr25S>

La France accueille, à Paris, la 4^e Conférence ministérielle des diplomates féministes - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

<https://bit.ly/3JYqS3o>

How funding cuts are threatening efforts to end violence against women and girls

<https://bit.ly/3LC1ocE>

Faute d'argent, les programmes de lutte contre la violence envers les femmes sont au bord du gouffre

<http://bit.ly/4nPV26Y>

FEMMES ET VIH

Sidaction - combattre les discriminations

<https://www.sidaction.org/action/combattre-les-discriminations/femmes-vih/>

Article - Bulletin épidémiologique hebdomadaire

<https://bit.ly/487ZLMt>

Femmes violences et VIH

<https://bit.ly/4i16ziE>

GroupeSOS

Entreprendre au profit de tous



POUR EN FINIR
AVEC LE VIOL COMME
ARME DE GUERRE

PLUS D'INFORMATIONS :

Fiona Guitard

Responsable communication externe
du Groupe SOS

fiona.guitard@groupe-sos.org

Clémence Lainé

Responsable des projets
Stand Speak Rise Up !

clemence.laine@standspeakriseup.lu

Elsa Beynel

Référente égalité de genre,
Direction du Développement
et de l'Innovation du Groupe SOS

elsa.beynel@groupe-sos.org

Le Groupe SOS est **une organisation à but non lucratif, engagée en faveur du vivre-ensemble**. Il développe et unit des associations et entreprises sociales, reliées par leur engagement social et environnemental.

Son action s'articule autour de deux grandes priorités : **la gestion d'établissements non lucratifs** dédiés à la jeunesse, à la santé, aux personnes vulnérables et aux personnes âgées ; **la préparation d'un avenir durable et solidaire**, avec des projets ambitieux pour la transition écologique, la revitalisation territoriale, les commerces responsables et l'accès à la culture.

Laïc et apartisan, il porte un véritable projet de société, centré sur l'intérêt général.

Avec 26 000 personnes employées, 2 millions de bénéficiaires chaque année et une présence dans 50 pays, le Groupe SOS prouve qu'un impact d'envergure est souhaitable, pour bâtir un avenir plus juste et solidaire.

Groupe SOS

102C Rue Amelot
75011 Paris

Suivez-nous

et partagez nos actions !

[@groupe_sos](https://www.instagram.com/groupe_sos)



www.groupe-sos.org

ILS NOUS SOUTIENNENT



France
• médias •
monde



Coordination et rédaction : Groupe SOS • Conception : Agence intrépide

Photos : Stand Speak Rise Up !, HCR, Santé Sud, Brian du Halgouet, Groupe SOS, Louise Oigny, Hôpital Jean-Jaurès, Groupe SOS Santé, Fight for dignity, Droit27, Unsplash.